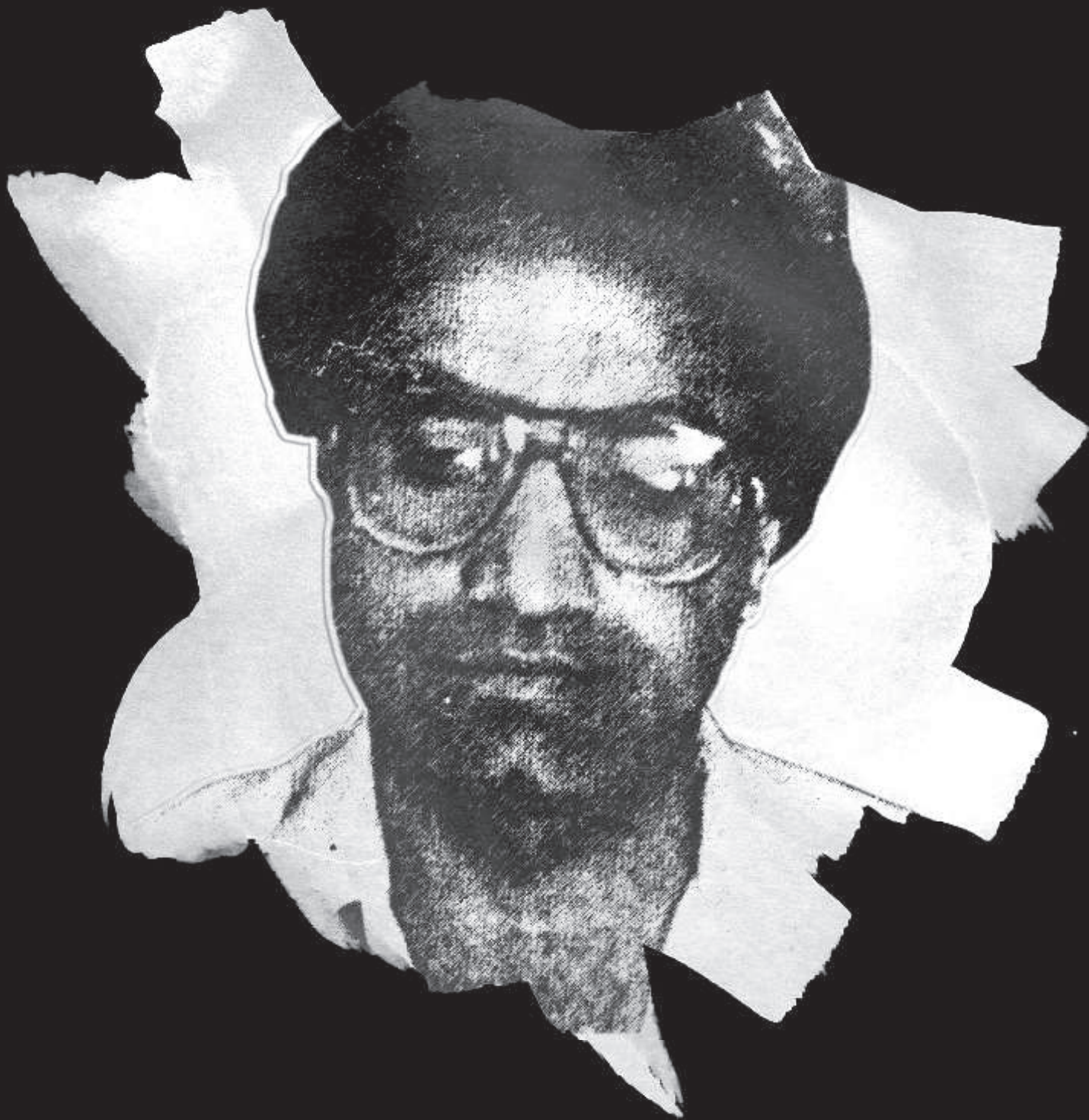


out of dahllem

MAGAZINE DE L'ASTA FU / SEMESTRE D'ÉTÉ 2014/ NUMERO ANTIFASCISTE



En hommage à Mahmud Azhar

DOCTORANT ET COLLABORATEUR SCIENTIFIQUE À L'INSTITUT DE BIOCHIMIE DE LA FU BERLIN.
LE 7 JUIN 1990, IL EST GRAVEMENT BLESSÉ AU COURS D'UNE ALTERCATION RACISTE
SUR LE CAMPUS. IL MEURT DEUX MOIS PLUS TARD DES SUITES DE SES BLESSURES.

Sommaire

4

Université et Antifascisme
Pistes de réflexion

6

En hommage à Mahmud Azhar,
récit d'un meurtre raciste sur le
campus de la FU Berlin

14

Racisme et continuité coloniale à
l'Université.
Entretien avec Wandji
Chamberlin

18

Thomas de Maizière hué.
Protestations contre la venue sur
la HU de l'ancien ministre de la
Défense.

19

Critique du Convent de Coburg:
élite autoproclamée virile et
prétendument populaire

28

La double invisibilité
femmes dans les cercles
d'extrême-droite.

34

La nouvelle droite et son projet
de journal :
en quête de changement.
Les « Narcisses bleues » et les
Identitaires.

40

La Formation politique de
„Alternative für Deutschland“
(Alternative pour l'Allemagne).
Mise au point.

44

Exposition : Camps russes et
travail forcé.
Images et Souvenirs des
prisonniers de guerre soviétiques.

48

PfiFf : le Projet pour la
Recherche Interdisciplinaire
sur le Fascisme.
Exemple pour l'enseignement et
la recherche depuis la base.

50

Recherche Antifasciste et
Éducation
Entretien avec Antifaschistischen
Pressearchiv und Bildungszentrum
e.V.
(les archives de presse et le centre
de formation antifasciste) (apabiz)

Éditorial

Désolé pour l'attente. Ça a duré longtemps, mais nous y sommes enfin parvenus : après presque un an de travail, nous présentons la nouvelle édition consacrée à l'antifascisme de « Out of Dahlem ».

Nous dédions ces pages à Mahmud Azhar, dont peu d'entre nous se souviennent encore . Azhar était doctorant à l'Institut de Biochimie à la FU Berlin. Au début des années 90, il a été violemment pris à parti dans une altercation raciste et a été brutalement frappé. Deux mois plus tard, ils meurt à l'hôpital des suites de ses blessures .

Nous voulons avec cette édition lui rendre hommage, mais aussi attirer l'attention sur le fait, que le racisme, comme toutes les formes d'oppression, ne s'arrête pas simplement aux portes de l'Université. Pour que l'histoire de Mahmud Azhar puisse toucher le plus grand nombre possible, Out of Dahlem paraît pour la première fois entièrement en trois langues : en allemand, en français et en anglais.

Encore une précision pour conclure cet éditorial : nos articles et interviews ont pour but , dans une perspective émancipatrice, féministe, antiraciste et antifasciste, d'analyser et de critiquer les menées et activités sexistes, racistes et droitisantes à l'Université et ailleurs.

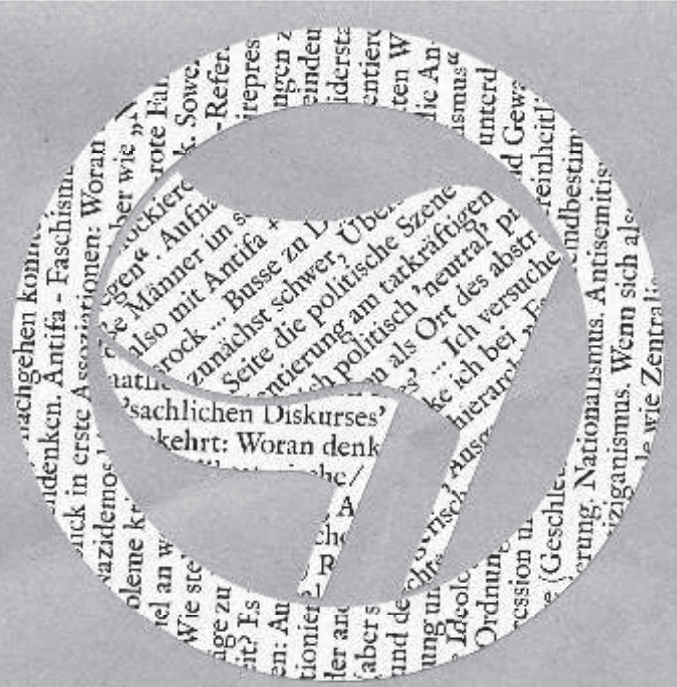
C'est pour cela que nous ne pouvons pas, dans certains articles, omettre de citer, des membres de la nouvelle-droite ainsi que des anciens et des néo-nazis.

Nous espérons toutefois avoir su créer un numéro passionnant, plein d'informations, et source d'empowerment.

La rédaction d'Out of Dahlem.

Université et antifascisme

Réflexions, confusions, questions



Laura* (Notre correspondante depuis Marburg) (traduit par Sarah Elipot)

Université et antifascisme - une association inhabituelle? Avant de me pencher sur cette question, il fallait d'abord réfléchir à quelques concepts. Antifa; fascisme; antifascisme. Petit aperçu des premières associations qui peuvent venir à l'esprit:

A quoi me fait penser «antifa»?

A bloquer les manifestations nazies. A des autocollants comme «Etre nazi = avoir des problèmes». A des insignes, à des drapeaux rouge et noir. Je pense aux mecs blancs dans les black blocs.

Jusqu'ici... tout va bien?

Qu'en est-il alors de antifa + fac? ... le service antifa? Les conférences sur le rock d'extrême-droite... les bus pour les manifs? ... le travail anti-répressif? J'ai du mal à voir les points de recoupement. D'un côté, une scène politique au positionnement sans équivoque, orientée vers une résistance énergique; de l'autre côté, des institutions prétendues politiquement «neutres» (mais étatiques), se présentant comme lieu du savoir abstrait et du «discours objectif».

Essayons l'approche inverse: A quoi je pense quand j'entends «fascisme»?

Idéologie de droite, ordre dictatorial, hiérarchique, oppressif, idée préconçue de l'ennemi, exclusion et exercice de la violence, répression, unité/unification fallacieuse. Prescription des rôles et des genres. Hétéronomie et principe d'utilité. Nationalisme. Antisémitisme. Racisme. Capacitisme. Antiziganisme.

Dans ce cas, si le fascisme se caractérise par le centralisme, l'oppression, la discrimination et l'hétéronomie - l'antifascisme ne devrait-il pas, par opposition, être décentralisé, complexe, libéré de structures hiérarchisées (autant que possible), sensible aux problèmes de discrimination, et aspirant à l'autonomie? En ce sens, les pratiques relevant d'un antifascisme tous azimuts, qui dépassent le noyau dur des actions antifascistes (les fameux actes de résistance et la sensibilisation contre les tendances droites/fascistes) ne sont-elles pas encore plus nombreuses? De ce point de vue, les points de recoupement entre le milieu universitaire et la nécessité d'adopter une approche antifasciste se font plus nombreux.

A ce moment, je voulais embrayer avec toute une armada de questions qui touchent à la localisation sociale de l'université, ses locaux, les aspects hiérarchiques et codécisionnels, et les interactions.

Pour ne pas partir de rien, j'ai ajouté une petite recherche sur des concepts comme le fascisme, l'antifascisme, l'antifa. Et après celle-ci, je suis encore plus confuse qu'avant. Les choses ne semblent pas être aussi claires. Le fascisme est-il un phénomène historique ou un concept théorique? Quel rôle joue le capitalisme? L'antifascisme est-il une réaction «seulement» contre les nazis ou contre l'Etat en général? La différenciation entre antifa(scisme) sous un régime fasciste et au sein d'une démocratie (et par qui la frontière est-elle déterminée)? ... et comment ces concepts peuvent-ils être utilisés à bon escient? Dans quel contexte sont-ils interprétés différemment? Quels sont les concepts synonymes et quelles en sont les conséquences? ...

J'ai pu retrouver mes associations dans certaines des définitions, tantôt plus, tantôt moins, et pour certaines, j'avais raté le cœur

du concept.

Il demeure la considération suivante : même si le terme «antifa» est plutôt répandu dans certains milieux universitaires (ou proches de l'université), 1) le terme est plus équivoque qu'on peut le penser de prime abord, 2) il n'est pas toujours explicité sur certains sites internet de groupes antifa.

Que faire donc de mon armada de questions?

Elle ne mènera certainement pas à une analyse critique du fascisme; mais cela ne nuira probablement à personne de nourrir la réflexion sur l'organisation (dé)centralisée, l'absence de hiérarchie, (la sensibilisation contre) les discriminations et la présence ou l'absence d'autonomie ou le pouvoir de co-décision dans les institutions au sein desquelles nous évoluons. Partant de là, en dépit d'un certain désarroi terminologique - quelques questions et pensées pour une approche critique d'universités plus ou moins «libres» :

Le CONTENU enseigné dans certaines filières: Quels thèmes (ne) sont (pas) abordés? (Où) la question du colonialisme, de l'impérialisme, du national-socialisme, du fascisme (allemand) est-elle posée à l'université? Où ne l'est-elle pas? Qui est influent sur le contenu et l'aménagement des filières universitaires et des cours?

LOCALISATION sociale de l'université:

A qui s'adresse l'université? Dans quelles conditions travaille-t-on et étudie-t-on à l'université? Pour le profit de qui? Qui peut prendre part à la vie universitaire? [mots-clés: Selektives Gesellschafts-/Bildungssystem, employability, Standortdebatte, staatliche Unterfinanzierung, Drittmittel, Hochschulrat, Studiengebühren, kritische, emanzipatorische Bildung]

Les LOCAUX de l'université:

A la disposition de qui sont-ils mis? A qui ne le sont-ils pas? Dans quelles conditions? A quelle fin? Dans quelle mesure les bâtiments sont ils accessibles à tous? [Bsp. Raumvermietung und (studentischer) Widerstand: Bündnis „Kein Raum für Sexismus, Homophobie und religiösen Fundamentalismus“] [Bsp. Werbeflächenvermietung und Widerstand gegen Kommerz & Sexismus: Kampagne „UNICUM vom Campus kicken“]

HIERARCHIE et CODECISION/ AUTODETERMINATION à l'université:

Qui décide des affaires de l'université, des employés (soit des professeurs, des collaborateurs/assistants ou du personnel de nettoyage), des étudiants? Qui a une influence légale, des moyens financiers, l'accès aux médias et une présence publique, une représentation institutionnelle?

Quelles sont les lignes directives en vigueur à l'Université? (par exemple concernant la langue utilisée dans les documents, les réglementations ayant trait aux nominations, les lignes directives dans la lutte contre les représentations discriminatoires?)

Les organes et possibilités décisionnels sont-ils montrés aux étudiants en premier semestre? Comment sont traitées les exigences des étudiants à être plus impliqués dans le processus décisionnel?

[Unrühmliches Bsp.: drohende Strafanzeigen und polizeiliche Räumung der Marburger (T)Raumklinik durch die Unileitung im Juli 2013]

INTERACTIONS à l'université:

Comment s'organisent le contact et les interactions entre membres de l'université pendant les cours? Quelle est l'attitude à l'égard de l'échec, les autorités peuvent-elles être critiquées? Y a-t-il des mesures structurelles pour une sensibilisation aux discriminations, à la langue en tant qu'instrument de pouvoir, aux attaques à caractère sexiste? Y a-t-il un centre d'écoute et un soutien dans ces situations?

Mon bilan (elliptique):

Des perspectives et des pratiques émancipatoires, féministes, post-coloniales, sensibles aux discriminations et critiques à l'égard des structures du pouvoir et des structures racistes sont - selon les significations attribuées aux concepts - ne sont pas nécessairement un élément central de l'engagement antifasciste. Mais elles sont certainement un complément nécessaire lorsqu'il s'agit d'abolir des mécanismes oppressifs et de se diriger vers l'autonomie.

«Antifa, c'est tout remettre en question, jour après jour», d'après Sookee et Special K. C'est assurément valable aussi pour l'université.

Remember Mahmud Azhar!

En mémoire d'un assassin raciste sur le campus de l'Université de Berlin

Par Avid Peschel
(traduit par Sébastien Tremblay)

Le souvenir de Mahmud Azhar a aujourd'hui presque été effacé et plus personne (ou presque) ne se souvient qu'il y a de cela 24 ans, le 7 janvier 1990, cet étudiant de la FU, né au Pakistan, fut la victime d'une violente attaque à caractère raciste sur le campus de cet établissement post-secondaire. Deux mois plus tard, le 5 mars 1990, il décédait des suites de ses blessures. Aucune commémoration n'a depuis été organisée, que ce soit sur le site de l'université, ou à un autre endroit en Allemagne. Il est absolument nécessaire de remédier à la situation et d'aller à l'encontre de cet intolérable statu quo qui a permis un pareil oubli collectif.

Ce présent article ne réussira pas (comme il se devrait) à rendre compte de la vie de Mahmud Azhar. En raison des données archivées disponibles sur le meurtre raciste dont il a été victime et des multiples réactions publiques, étatiques et universitaires qui firent suite à l'événement, il sera ici majoritairement question des regroupements politiques, des initiatives et du procès contre le responsable de ce crime odieux. Il serait également difficile de faire autrement, puisque le nom de Mahmud Azhar n'est associé qu'à l'attaque raciste qu'il a subie. Rien ne semble avoir été, dans un autre cadre, écrit à son sujet.

Il ne m'apparaissait pas comme convenu, et cela pour de nombreuses raisons, de prendre contact et de faire porter le poids et la responsabilité de la mémoire aux gens déjà fort éprouvés par le meurtre : proches, collègues, et activistes.

Pour ne pas laisser passer une autre année sans évocation de la mort de Mahmud Azhar, je me suis décidé à compiler le matériel déjà existant et à ramener ce meurtre raciste sous les projecteurs, de lui redonner sa place dans l'histoire.

Mahmud Azhar était candidat au doctorat depuis les années soixante-dix et chargé de cours à l'Institut de Biochimie de la FU Berlin, alors (1990) située au 111 Ostpreußendamm dans le quartier berlinois de Lichterfelde. Âgé à l'époque de sa mort de 40 ans, il aurait soutenu sa thèse en mai 1990.

En soirée du 7 janvier 1990, alors qu'il quittait l'institut, Mahmud Azhar fut abordé par Thomas H, citoyen de la RDA, alors qu'il traversait le parking. Ce dernier, sous l'emprise de l'alcool, l'invectiva à plusieurs reprises à l'aide d'insultes à caractère raciste et le menaça :

« L'inconnu fit étalage de tout l'inventaire de ses insultes (par exemple : Étranger de merde ! Qu'est ce que vous voulez ici ? L'Allemagne aux Allemands. Vous nous avez volé nos emplois. Vous devriez crever. Je vais te buter.)¹ »

C'est en vain qu'Azhar tenta de téléphoner deux fois à la Police depuis l'Institut². C'est à cet endroit que le responsable, toujours saoul mort, le projeta au sol, l'assomma et le blessa à la tête à l'aide d'un extincteur. Lors d'un dialogue avec un collègue de travail qui fut mis à l'écrit par la suite, Azhar expliqua qu'il ne répliqua pas à son agression, puisque « le responsable était allemand » et qu'il craignait :

« [...] que la police lui (Azhar) fasse porter l'ensemble du blâme et ordonne son départ à l'étranger, mettant ainsi en danger sa soutenance de thèse et l'obtention de son doctorat.³ »

La police ouest berlinoise finit par réagir lors d'un troisième appel effectué par un chauffeur de taxi se trouvant dans les parages et Mahmud Azhar fut transporté à l'hôpital. Thomas H fut arrêté et mis en détention le temps de son interrogatoire, avant d'être relâché peu de temps par la suite. Il stipula ne se souvenir d'absolument rien. Comme il fallait s'y attendre, le criminel de 25 ans prit

le large en direction de Berlin-Est, là où il était introuvable pour les instances officielles de Berlin-Ouest.

Alors qu'il se trouvait toujours à l'hôpital et que l'enquête menait son cours, Azhar reçut une lettre du procureur l'informant: « que la procédure ne pouvait progresser en raison du lieu de séjour inconnu de la personne inculpée. » La lettre en question finissait par une demande tout ce qu'il y a de plus cynique: « s'il vous arrivait d'apprendre où se trouve votre agresseur, nous vous prions de nous contacter au numéro susmentionné en haut de la page.⁴ »

Après deux mois passés à l'hôpital, Mahmud Azhar décéda dans la nuit du 5 au 6 mars 1990, dans la foulée de cette agression raciste dont il fut la victime.

« On exprime notre colère, quelques personnes portent attention et puis tout est à nouveau oublié.⁵ »

À la suite et en réaction à la mort d'Azhar, le « Comité d'action Mahmud Azhar » fut fondé. Ce comité se lia à plusieurs groupes antiracistes et/ou en solidarité avec l'événement : l'Association des Étudiant-es Pakistanais-es [Pakistanische Studentischen Vereinigung], le centre OROMO de la Corne de l'Afrique [OROMO Horn von Afrika-Zentrum e.V.], le Conseil des Réfugié-es de Berlin [Flüchtlingsrat Berlin], le comité d'action Antifa-Info de Moabit [AK Antifa-Info in Moabit] et le conseil étudiant de la FU [AStA FU]. Cette coalition fut à l'origine d'une manifestation et organisa plusieurs vigiles en réponse à l'événement. 300 personnes prirent part à la manifestation le 24 mars dans les rues de Berlin-Ouest. Un des groupes membre de cette coalition fit paraître une chronique nécrologique dans l'« Interim », un magazine de la scène « autonome » de Berlin. L'article intitulé : « Nous faisons notre deuil de notre ami pakistanais Azhar, qui est mort à 40 ans la semaine dernière parce qu'il était étranger [Wir trauern um unseren pakistanischen Freund Azhar, der letzte Woche, im Alter von 40 Jahren starb, weil er ein Ausländer war] » rappelait que :

« Nous savons tous et toutes que les attentats et agressions contre les étranger-es sont particulièrement en hausse depuis le succès électoral des Reps [Republikaner] et depuis les suites et la confusion liées au projet d'unification entamé le 9 novembre 89. Effectivement, nos deux concitoyens d'origine turque, Ülzum Sadik et Ufuk Sahin ont tous les deux été assassinés pour des raisons racistes et Azhar est la dernière victime de cette angoissante montée de la xénophobie ⁶ »

Il était en effet difficile d'entretenir une continuité à toute commémoration de Mahmud Azhar en raison des signes précurseurs et persistants d'une éminente mobilisation étudiante qui accaparait l'espace public. Le nationalisme exubérant de la société née de l'unification et le climat raciste qui s'aggravait ne rendaient tout autant pas la chose aisée. D'ores et déjà à l'été 1990, la Antifaschistischen Infoblatt (AIB) critiquait la représentation et le traitement de la mort violente de Mahmud Azhar dans la sphère publique.

« Dans l'ensemble l'incident ne fut pas mentionné dans l'espace public. Tout comme le racisme institutionnel sous sa forme xénophobe légale, la terreur raciste sur la rue n'intéresse pas les médias bourgeois. La cohérence entre les deux semble devoir rester dans l'ombre ⁷ »

Cette cohérence susmentionnée fut clairement révélée au grand jour par un tract du comité d'action quelques mois plus tard :

« Les espoirs de liberté et de liberté de circulation suite à l'ouverture du mur se sont transformés en cauchemar pour une partie de la population berlinoise. Berlin-Est et une partie de Berlin-Ouest sont devenus des zones pratiquement inaccessibles, entre autres, pour les immigré-es, les réfugié-es et les Allemand-es noir-es, puisqu'ils et elles y sont devenu-es persona non grata. Insultes racistes et agressions par des néo-fascistes et autre skinheads sont devenues monnaie courante, tout comme les attaques venant des citoyen-es dit-es « dans la norme » et la responsabilité des autres, témoignant passivement de ces méfaits. ⁸ »

D'ailleurs, la direction de la FU Berlin avait une conscience rudimentaire de ce racisme sociétal et de la signification raciste du meurtre d'Azhar. Une note interne adressée au recteur de la FU Berlin formule ainsi le tout dans une novlangue administrative :

« Il n'est pas exclu, en raison du climat politique actuel, que cet incident attire l'attention et l'intérêt de la presse et du public. De ce fait, il serait tout approprié et conseillé que la FU réagisse à la mort de Monsieur Azhar avec un avis de décès ou tout au plus une notice nécrologique qui prendrait en compte la particularité de cet incident ⁹ »

À l'initiative de collègues d'Azhar de l'institut de biochimie une notice nécrologique fut publiée dans les pages de la revue informative de l'université, la « FU-Info ». C'est d'ailleurs ainsi que l'administration se libéra de toute pression morale. Le comité d'action Mahmud Azhar se retrouva donc bientôt obligé de critiquer le rectorat de la

FU, puisque aucune notice nécrologique ne parue dans un quotidien berlinois à grand tirage, là où elle aurait pu être lue par la majorité de la population.

Dans l'ensemble, le traitement de la mort violente de Mahmud Azhar par le milieu universitaire prit des allures grotesques. L'administration de la FU bloqua aux proches tout d'abord l'accès aux indemnités de décès, puis l'accès au support financier nécessaire pour le transport du corps vers le Pakistan. La FU ne se résolut à une solution soi-disant « non bureaucratique » qu'à la suite de nombreuses plaintes de la part d'employés de l'institution et d'initiatives estudiantines.

Pendant ce temps, à l'intérieur de l'Akademische Senat (ou AS) [Office de l'université faisant office de conseil d'administration], les membres s'entredéchiraient dans une discussion sur la future plaque commémorative pour Azhar qui devait être dévoilée sur l'édifice de l'institut de biochimie. Effectivement, pendant que l'on tardait et trimait à trouver une date pour un futur et nébuleux procès et seulement (sic) plusieurs mois après la mort

« Somme toute, il est impossible de relever dans l'avis précédant une forme approfondie de remise en question par rapport au racisme ambiant et aux comportements oppressifs de la société comme origine de la mort d'Azhar. »

d'Azhar, quelques magistrats de la FU retardaient la nécessaire prise de décision sur l'inscription que l'on pourrait ensuite lire sur la plaque commémorative.

De surcroît, la justification d'une absence d'une quelconque condamnation semblait relever de l'absence de tout motif raciste clair (sic) lié à l'incident. Après évaluation, la position officielle de la FU était sans équivoque : il n'existait pas de preuve permettant de désigner le meurtrier comme étant un crime racial et l'université ne faisait donc aucunement référence à la trame raciste derrière l'agression. D'ailleurs le rectorat avait déjà pris connaissance des témoignages mis à l'écrit de certaines personnes présentes sur les lieux du crime qui mentionnaient les paroles visant Mahmud Azhar, à caractère foncièrement raciste, que son assaillant avait exprimées lors de son crime.

Par la suite, à l'exception d'une seule décision du AS en date du 9 mai 1990, la Freie Universität Berlin ne sembla plus avoir mauvaise conscience et ne se manifesta plus à ce sujet. L'avis final de l'office se voulut du moins indicatif:

« En raison de la mort de Mahmud Azhar, l'Akademische Senat appelle l'ensemble de la communauté de la FU à se positionner contre le racisme et la xénophobie¹⁰ »

Somme toute, il est impossible de relever dans l'avis précédant une forme approfondie de remise en question par rapport au racisme ambiant et aux comportements oppressifs de la société (de laquelle fait partie la communauté de la FU) comme origine de la mort d'Azhar. La « tageszeitung » a d'ailleurs écrit en mars de la même année :

« Ni la déléguée à l'immigration, ni la Freie Universität ne veulent se prononcer sur le sujet. Il n'est évidemment pas encore venu à l'esprit de la FU de porter plainte contre l'assaillant pour vandalisme en raison des bris causés à un extincteur lors de l'attaque contre le scientifique pakistanais. Quant à la déléguée, elle souhaitait prendre connaissance des motifs et de l'ensemble de l'incident avant de se positionner publiquement sur le sujet.¹¹ »

Vraisemblablement, la FU ne semblait pas vouloir s'engager civilement dans le processus à l'encontre de Thomas H. Pourtant, et ce

à maintes reprises, l'université fut critiquée et appelée à s'engager dans la procédure pénale. Alors que l'année 1990 tirait à sa fin et après examen par le bureau d'avocat-es de la FU et par l'avocat chargé de représenter les proches de Mahmud Azhar, il apparut de moins en moins probable d'espérer un quelconque engagement au niveau civil.

« Nous ne pouvons pas laisser passer le procès sans rien dire¹² »

Les proches, les collègues et les supporters-es furent plongés pendant des mois dans l'incertitude, avant que le processus pénal à l'encontre du meurtrier de Mahmud Azhar finisse par s'enclencher le 17 décembre 1990.

La taz mentionna à la fin juillet dans un article intitulé « Est-ce que l'assaillant sera puni d'une quelconque façon ? [Wird der Täter überhaupt bestraft ?]¹³ » que Thomas H. pouvait demeurer et vivre « en dehors de tout contrôle » en RDA, puisque le procureur de Berlin-Ouest considérait « disproportionné » tout recours à un mandat d'arrêt. Finalement la procédure fut transmise au sys-

**DO YOU
REMEMBER
MAHMOUD
AZHAR?**





tème judiciaire de la RDA dont la structure même était alors plongée dans le chaos. Dans cette optique, la réponse à la question posée par l'article de la taz semblait alors évidente : « probablement pas du tout ».

Les supporteurs-es ne semblaient pas entretenir un grand espoir en un verdict « juste » ou du moins sévère. Ce scepticisme s'alimentait également des expériences de procès antérieurs, comme la Antifaschistische Infoblattt de Berlin le fit valoir :

«S'il y moindrement une suite de procédures, il est à prévoir que l'incident sera comme à l'accoutumé réduit au statut « d'exception ». Par le passé, ni la Cour ni le procureur général n'ont voulu reconnaître le caractère raciste et xénophobe du meurtre d'Ufuk Sahin et tous deux optèrent pour une peine amoindrie.¹⁴ »

Le comité d'action Mahmud Azhar s'exprima dans des termes semblables à l'aide d'un autre tract. Selon le comité, il était alors impossible de savoir si la Cour allait même essayer d'évaluer et d'expliquer le motif et la trame raciste de l'incident, ou si elle allait comme à l'usuel le réduire à un cas d'exception sans aspect haineux ou raciste. Dans le même sens :

«L'assaillant a invectivé Mahmud de la sorte : 'L'Allemagne aux Allemands' et 'Je suis un Allemand, toi tu n'as aucun droit ici'. Ces phrases ne sont pas des énoncés d'un événement isolé, elles sont les pierres angulaires de plus en plus claires de la politique allemande¹⁵»

La sentence du meurtrier de Azhar fut prononcée le 20 décembre 1990. Le responsable fut condamné à une seule année avec sursis :

« Wedhorn (le procureur) ne considère pas comme prouvable hors de tout doute que le motif du crime ait pu être le racisme, bien que l'accusé ait injurié sa victime à l'aide de paroles à caractère xénophobe. Dans le doute, il est donc d'usage de ne pas relever le fait contre l'accusé. Une sentence pour « homicide causant la mort » ne semble également pas pour Wedhorn appropriée, puisque la mort de la victime ne semble pas avoir été préméditée par l'accusé. [...] La Cour a donc décidé de suivre les recommandations du procureur pour en venir à la présente sentence. Cependant le temps purgé prendra en considération le temps déjà passé en cellule, comme proposé par la défense. Le mandat d'arrêt contre l'accusé a également été levé.¹⁶ »

Parallèle aux différentes réactions négatives face au résultats du procès, la sentence de la « Berliner Morgenpost » fut la plus odieuse ! Le titre du compte-rendu du procès : « La Cour brave une condamnation

populaire décidée à l'avance¹⁷ ».

Le dénouement de ce procès pourrait faire pratiquement office de canevas pour les procès subséquents qui tentèrent également en vain de remettre en question le racisme et le néonazisme derrière chaque meurtre et ce, en considérant que la plupart des victimes n'eurent jamais droit à un procès¹⁸. Une histoire atroce se cache derrière chaque meurtre. Cette histoire est bouleversante, parfois intimidante et difficile à cerner. Pourtant, la société ne semble pas adéquatement faire tout en son pouvoir pour prévenir de tels gestes.

Il est facile de constater à quel point les différentes mentalités ou motifs « d'extrême droite » [comme le racisme] sont mentionnés dans la plupart des procès, mais ne semble jouer aucun rôle lorsqu'il s'agit de la sévérité et de la valeur de la sentence¹⁹. Puisque le dossier du meurtre de Mahmud Azhar ne semble pas être en mesure d'être rouvert, il est difficile de dire si « justice » a vraiment été rendue.

«Le nom de Mahmud Azhar est inscrit sur la liste des victimes de la violence de la droite, puisqu'il a été assassiné en raison des motivations racistes de son agresseur. La cote « 0 » lui est associée, puisqu'on lui a refusé toute reconnaissance officielle de la part du gouvernement fédéral. En effet, le gouvernement fédéral maintient un registre statistique sur les victimes de la droite depuis le 3 octobre 1990. De ce fait, Mahmud Azhar n'y est pas répertorié.²⁰ »

Il est aussi intéressant et nécessaire de constater que les registres statistiques du gouvernement fédéral ne concordent pas avec ceux de la fondation Amadeu-Antonio : 58 victimes contre 183.

«Qui se souvient encore aujourd'hui de Mahmud Azhar ?²¹»

Les tergiversations au sujet de la planification d'une éventuelle plaque commémorative prirent fin en même temps que la proclamation de la sentence. Le 15 janvier 1991 une plaque fut inaugurée sur un mur de l'institut de biochimie située au 111 Ostpreußendamm dans le quartier Lichtenfelde dans la partie ouest de Berlin. L'institut a depuis déménagé. Depuis des années, ses anciens locaux sont occupés par une firme de marketing et personne ne porte aujourd'hui attention à la plaque. Qui se souvient dès lors de l'existence de Mahmud Azhar et la violente tragédie qui eut lieu à cet endroit ? Cette plaque est pourtant l'unique relique à la mémoire d'un individu qui n'aurait jamais dû être oublié. Tout ça est d'autant plus in-

supportable si l'on analyse la politique mémorielle de cette université et la manière dont elle se vend à l'étranger. En effet, la FU se vante de ses multiples invité-es venu-es des milieux politiques, scientifiques et culturels et enrichissant le campus de par leur savoir. De surcroît, non contente d'utiliser le mérite de ses invité-es à des fins mercantiles, la FU ose même se revêtir des portraits de ses alumni venus de l'extérieur comme d'une parure, qu'elle utilise également à des déceins commerciaux.

On ne trouve aucun lieu de mémoire, aucune commémoration, aucune publication et aucune mention sur le site Internet de

« Il est urgent de se rappeler l'existence d'un individu qui a évolué au sein des murs de cette université et d'appeler à sa commémoration, puisqu'il est effarant de tolérer que l'on a pu l'oublier. »

l'université et aucun monument entre les murs de l'institution, comme si Mahmud Azhar, qui rappelons-le travaillait pour la FU, n'avait jamais existé, comme si pareil incident ne pouvait se produire à l'université.

« Du racisme à l'université, l'épicentre d'où émane les Lumières sur toute la société ? Les nombreuses réactions suite à la tragédie démontrent clairement que plusieurs personnes ne veulent pas voir la réalité en face ²² »

À cette tragédie s'ajoute une longue liste d'événements : depuis les attaques racistes commises par des chargé-es de cours jusqu'aux graffitis racistes et néonazis dans les toilettes de l'université. N'oublions pas que des gens issus de la Nouvelle Droite ont pu et continuent à enseigner et à être pris au sérieux par certains instituts.

Les faits ne passent plus aperçus et sont par ailleurs pris très au sérieux depuis quelques décennies par certaines organisations. La brochure de l'Action antiraciste de la FU Berlin [Antirassistischen Aktion (ARA)] citée ci-dessus prend également position :

« La remise en question du racisme, du néofascisme et de l'extrémisme de droite à la FU ne doit pas resté « que » académique. Elle doit tout d'abord passer par une remise en question individuelle de chaque discipline représentée par l'institution. Chaque discipline devrait ainsi questionner son passé et sa manière de voir le monde, qui pourrait pousser les étudiant-es à opter pour l'extrémisme de droite. Il devrait y avoir une place au sein de l'institution universitaire pour un processus épistémologique et

éducatif. La FU fait piètre figure lorsqu'il s'agit de prendre position sur le sujet. Au contraire, le 29 janvier 1993, la Polytechnique de Berlin (TU) organisa²³ une journée d'action pour financer les coûts d'une excursion organisée par le Pfiff [Das Projekt für interdisziplinäre Faschismusforschung], un projet de recherche interdisciplinaire sur le fascisme²⁴ »²⁵

Tout comme le racisme n'est pas du tout analysé et critiqué dans le système scolaire allemand actuel, l'état déplorable des choses dans le milieu universitaire est tout autant ignoré. Il devrait en être autrement.

Politique mémorielle et commémoration

Mahmud Azhar semble avoir été oublié par la gauche. Cela démontre également à quel point la gauche doit se remettre tout autant en question : « Il n'est pas suffisant d'être victime pour attirer l'attention de la gauche²⁶ » ou comme le formulait plutôt adroitement une personne dans l'Interim du début 1991 à la suite du procès contre Thomas H²⁷ :

« [P]ar ailleurs, il n'y avait dès le deuxième jour du procès, malgré une large mobilisation, personne dite de « la scène » dans la salle, et personne ne semblait enclin à venir remplir les bancs ou à démontrer une quelconque forme d'attention. Peut-être s'agit-il d'une preuve que la plupart des gens analysaient la situation avec une perspective particulière et se permettaient de ne pas se sentir interpellé, comme si Mahmud Azhar ne faisait pas partie « des nôtres ». Peut-être parce qu'il était considéré comme « étranger » ? »²⁸

Que l'on parle aujourd'hui d'une nouvelle montée de la violence de droite en raison des meurtres du « Nationalsozialistischen Untergrunds (NSU) » pourrait donner l'impression que le racisme et le néofascisme avaient disparu et refont maintenant surface depuis les agissements de la cellule de Zwickau (NSU). Pourtant les meurtres et agressions racistes ne datent pas d'hier. Les 183 victimes (connues) de la violence raciste et néofasciste ont été oubliées et ne sont jamais reconnues ou mentionnées officiellement²⁹. Le parallèle est évident puisque la société ne s'est jamais remise en question et le racisme latent et quotidien suit son cours sans être dénoncé.

Janvier 2014 marquera la 24^e année depuis la mort de Mahmud Azhar aux suites d'une agression raciste. Toutefois, en raison des démarches entreprises jusqu'à ce jour par l'université, il est peu probable que l'incident soit commémoré et encore moins que le motif raciste derrière l'agression soit dénoncé. Pourtant, il n'est pas possible d'accepter la situation actuelle. Notre but pour une commémoration politique de gauche ne peut s'arrêter ici. Il est urgent de se rappeler l'existence d'un individu qui a évolué au sein des murs de cette université et d'appeler à sa commémoration, puisqu'il est effarant de tolérer que l'on a pu l'oublier.

Notes de fin:

- 1 Témoignage écrit d'un proche de la victime. Archivé, il est possible d'en obtenir une version sur demande pour vérifier les dires.
- 2 Jusqu'à nos jours personne ne sait pourquoi la police n'a pas répondu aux deux premiers appels.
- 3 Témoignage écrit d'un collègue de travail.
- 4 Staatsanwaltschaft bei dem Landesgericht Berlin, Brief an Mahmud Azhar, 29.01.1990.
- 5 Discussion lors d'un événement organisé par la Pakistanische Studentischen Vereinigung "Zum gewaltsamen Tod Mahmud Azhar", s. tageszeitung, 19.03.1990. Titre de l'article: "Wettlauf gegen das schnelle Vergessen".
- 6 Interim, Nummer 95, 22.3.1990, page 9.
- 7 Antifaschistisches Infoblatt, Nr. 11, Mai-Juin 1990, p. 36, "Rassistischer Mord in Westberlin".
- 8 Idem p.12 (note en bas de page)
- 9 Interner Vermerk des Präsidium der FU, 12.03.1990.
- 10 Beschlußprotokoll der 396. Sitzung des Akademischen Senats am 09.05.1990, Beschluß-Nr. 369/2505/90.
- 11 taz, 16.3.1990.
- 12 Mot de la fin d'un tract publié avant le procès de Thomas H. par la coalition: Aktionskomitee Mahmud Azhar, Antirassistische Initiative, "Ausländer"Innen-Referat AStA FU, Antifa-Kontaktstelle (AStA FU), Oromo-Zentrum.
- 13 taz, 25.07.1990.
- 14 Antifaschistisches Infoblatt Nr. 11, Mai-Juin 1990, p. 36, "Rassistischer Mord in Westberlin".
- 15 Tract pour le début du procès (début décembre 1990)
- 16 taz, 21.12.1990.
- 17 Berliner Morgenpost, 22./23.12.1990.
- 18 Rappel des meurtres de Grigore Velcu und Eudache Calderar qui ne sont toujours pas résolus à ce jour. Leur mort fut thématisée dans le film « Revision » <http://www.revision-film.eu/index69c5.html?id=1&lang=de>
- 19 Jungle World Nr.27, "Schuld war nur der Alkohol", 04..072013.
- 20 <http://www.opferfonds-cura.de/zahlen-und-fakten/erinnerungen/januar/mahmud-azhar>.
- 21 Tract pour le début du procès (début 1990)
- 22 Atirassistische Aktion (ARA) FU Berlin, "Scheiss drauf. Rassistische und faschistische Schmierereien an der FU", 1993, p4.
- 23 Ce jour-là, se tenait l'événement « Hochschultag gegen Faschismus und Rassismus » à la TU, avec des exposés, des discussions et des ateliers.
- 24 Das Projekt für interdisziplinäre Faschismusforschung (PfiFF) fut créé pendant la UniMut-Streik 1988/89 émanant d'un projet étudiant de la faculté d'Histoire de la FU
- 25 ARA, Rassistische und faschistische Schmierereien, p 11
- 26 Jungle World, Nr. 49, "Erinnern mit links", 06.12.2012.
- 27 Même si les termes utilisés par cette personne sont en soit une partie du problème qu'elle dénonce, elle dénonce clairement la dichotomie « nous/eux et elles » et le rapport négatif à la construction de l' « autre »
- 28 Interim, Nr. 129 , "Der Prozess um den Tot Mahmud Azhar's. - Kritik am Aufruf zum Prozess", 10.01.1991, p. 25.
- 29 Vgl. "183 Todesopfer rechter Gewalt", eine Übersicht des Opferfonds Cura der Amadeu-Antonio-Stiftung. <http://www.opferfonds-cura.de/zahlen-und-fakten/todesopfer-rechter-gewalt>.

„A l’université, personne n’a d’intérêt à combattre le racisme“

Wandji Chamberlin est rapporteur antiraciste au RefRat de l’Université Humboldt. Nous l’avons rencontré pour discuter avec lui de ses expériences en matière de racisme à l’université.

*Interview menée par Nora Huberty
(traduit par Sarah Elipot)*

Avant que nous commençons, j’aimerais me présenter. Je m’appelle Wandji Chamberlin, je viens du Cameroun. Je m’étais déjà engagé longuement en politique là-bas. Depuis que je suis arrivé en Allemagne en tant que demandeur d’asile, en 2004, je me suis penché sur la situation des réfugiés ici et sur le combat pour la défense des droits de l’homme. Mon diplôme, que j’ai obtenu au Cameroun en 1998, n’a pas été reconnu en Allemagne, c’est pourquoi j’ai décidé en 2009 de reprendre de nouvelles études ici, à savoir en agronomie. Je pense que je suis encore jeune et que j’ai encore beaucoup à apprendre dans ce domaine. C’est comme ça que je suis arrivé à l’Université Humboldt.

Lorsque je suis arrivé à la HU, j’ai compris dès les premières heures de cours que quelque chose ne tournait pas rond. Ça ne m’a pas surpris, parce que je pense que j’étais déjà inconsciemment plus ou moins préparé. Lorsqu’on est souvent sur les quatre chemins, ce qui est aussi le cas des réfugiés, et qu’on vit déjà de nombreuses discriminations au quotidien, dans la rue, on ne s’attend pas à ce que les choses soient différentes à l’université, qui fait aussi partie de la société. Mais on s’attend quand même à ce que ce soit moindre que ce qu’on a pu vivre dans la rue. Mais malheureusement ce n’est pas le cas.

C’est pour cette raison que j’ai décidé, en tant qu’étudiant, de m’engager dans le mili-

eu politique universitaire. J’ai posé ma candidature pour le Parlement des étudiants (StuPa). Je connaissais déjà des structures similaires au Cameroun, où des représentants étudiants sont aussi élus.

J’ai même fait une campagne électorale [rires]. Pendant cette campagne, j’ai fait l’expérience de qu’on m’avait déjà raconté: Lorsque j’ai distribué mes tracts à la fac en disant que je voulais entrer au StuPa, je me suis soudainement heurté à une certaine réserve, les gens me jetaient des regards sceptiques et demandaient: „Genre tu veux devenir notre chancelière?“ C’était certes une blague, mais je pense qu’au fond ils n’étaient simplement pas prêts à accepter que moi, en tant qu’étranger, qui suis en plus noir, je veuille m’engager pour eux. Quelques-uns ont essayé de faire le lien avec l’histoire d’Obama, mais je n’en ai pas parlé. On pouvait la ressentir, cette peur était tangible.

Ensuite tu étais au StuPa...

En réalité, le StuPa n’est pas seulement réservé aux étudiants représentant-e-s élus, tous les membres de l’université ont le droit d’assister aux séances du StuPa et de poser des questions, les séances sont publiques. Lorsque j’y ai fait ma première apparition, un étudiant est tout de suite venu vers moi pour me demander s’il pouvait m’aider. Il s’adressait à moi comme si je m’étais trompé. Manifestement, il était incapable d’imaginer que je puisse être un étudiant ou juste une personne intéressée. Comment se fait-il que dans une salle de l’université, qui est libre d’accès à tous les étudiants, il se trouve encore une personne pour me deman-

der si elle peut m'aider? Si ce type n'avait pas voulu venir au StuPa, il ne serait pas venu, mais s'il vient, personne de lui demande s'il a besoin d'aide.

Je trouve ça drôle, mais en même temps, il faut le prendre au sérieux, car cela représente très exactement les pensées qui caractérisent les mentalités des étudiants. Ce sont tout simplement déjà là les fondements qui entretiennent des structures et des discriminations racistes. Je ne veux pas être trop virulent à l'encontre de ces personnes, je veux montrer ce qu'est le racisme inconscient – parfois, on essaie simplement d'être compréhensif, en se disant „oui, il ne savait pas ce qu'il a fait ou dit, il est trop naïf ou trop bête“, mais il ne s'agit ni de bêtise, ni de naïveté. I m'aurait aussi été possible de lui demander: „Pourquoi tu n'as pas demandé aux autres gars là-bas, ou à cette femme? Pourquoi tu me demandes à moi spécialement?“. Et si tu poses cette question, on va te répondre: „Eh, c'était pas demandé méchamment!“.

Lorsque j'assiste à un cours à la HU, la plupart du temps, je mets mon sac sur la chaise à côté de moi, et ma veste sur celle d'à côté, je m'étaie. Pourquoi? Parce qu'il m'est trop souvent arrivé que les chaises autour de moi restent vides. Lorsque les gens rentrent et cherchent une place, et quand bien même ils voient parfaitement que tout est libre autour de moi, ils vont chercher ailleurs. Ils ne s'assoient à côté de moi que s'ils n'ont pas d'autre possibilité. Puis je me demande si je dois retirer mon sac, puisque personne ne veut s'asseoir à côté de moi. Donc je me mets à l'aise.

Lorsque soudainement quelqu'un découvre en toi un objet de curiosité et s'approche, curieux donc, pour t'observer, te toucher, alors survient la question habituelle: „Tu viens d'où? Tu t'en sors? Si t'as besoin d'aide ou qu'il y a quelque chose que tu ne comprends pas, tu peux me demander.“ Tu sais, le type ou la fille ne sait pas qui tu es, quelles compétences tu as, n'a aucune idée de tes connaissances linguistiques ou de tes difficultés. Mais ce qui est véhiculé par cette attitude, c'est qu'il te manque des compétences, et qu'il/elle te propose les siennes. Tu es confronté à tous ces clichés racistes. D'autres te demandent: „Pourquoi es-tu venu en Allemagne? Pourquoi tu ne pouvais pas étudier dans ton pays?“ Peu importe ta réponse, d'autres questions suivront, dont le but est en réalité de t'écraser et de te dire: „Oh mon pauvre!“.

Lorsque tu fais ce type d'expériences, dois-tu te débrouiller tout seul ou y a-t-il

des structures à l'université auxquelles tu peux t'adresser? Y a-t-il des endroits où s'en abriter?

Non. Quand je suis arrivé, j'ai longtemps cherché de telles structures et j'ai du constater qu'il n'y en avait pas. Ici au RefRat, il y a déjà eu un service antiraciste. Mais il n'a d'antiraciste que le nom – il en va autrement pour les structures elles-mêmes. En fait, c'est comme d'habitude : nous mettons en place une structure. Cette structure doit seulement montrer au monde que nous luttons contre un phénomène. Mais en réalité, nous ne combattons pas ce phénomène, nous nous en accommodons et pour détourner notre attention de celui-ci, nous avons la structure. S'il y a ce service antiraciste donc, la question est de savoir si l'espace de ce service lui-même est dénué de racisme. Et la ma réponse, sans aucune hésitation, est : Non. Absolument pas. Il y a encore beaucoup à faire.

Je suis assis ici dans une pièce /blanche/ et je vois devant moi des gens potentiellement racistes, car ils appartiennent à cette structure. Ils ont été empreints du racisme de leurs structures éducatives – comment attendre d'eux qu'ils ne soient pas racistes? Ces gens sont racistes par ignorance, cela signifie qu'ils reproduisent le racisme dans leur quotidien sans même le remarquer. Mais la question est : sont-ils prêts à analyser leur propre comportement et à faire un examen critique d'eux-mêmes? Ils ne doivent pas me prouver qu'ils ne sont pas racistes, ils doivent se le prouver à eux-mêmes. Je me suis dit qu'en tant que rapporteur antiraciste, je ne me laisserai pas instrumentaliser, mais je veux mener mon travail de manière à ce que les gens qui se retrouvent confrontés à des discriminations raciales puissent trouver un vrai refuge.

Quelles sont les structures existantes à l'échelle de l'université?

Au niveau administratif, à côté de la déléguée aux questions féminines et de celui en charge des intérêts des personnes handicapées, il n'y a pas vraiment d'endroit où les personnes victimes de discriminations racistes peuvent venir se plaindre et recevoir le soutien approprié. J'ai appris récemment de la chef du bureau du président qu'elle était responsable des cas de discriminations à l'université. Personne ne le savait. C'est une personne /blanche/ d'origine allemande qui occupe un poste pour laquelle elle n'a aucune qualification. Et il est clair que ce poste n'a été créé que dans le but d'obtenir le prix d'"initiative d'excellence". A la direction de l'université, il n'y a pas d'intérêt pro-

fond à combattre le racisme. Les étudiants / non-blancs/ sont exposés quotidiennement aux propos racistes de leurs professeurs et de leurs camarades. Le problème est qu'il n'existe pas de règlement qui stipule que le racisme ou toute autre forme de discrimination est punissable, ou du moins non toléré.

J'ai été moi-même une fois victime de discrimination devant le bureau de poste de la HU, j'ai dit explicitement aux présents et témoins: „Vous me discriminez parce que je suis noir.“ Je me suis adressé à l'université et ai déposé une plainte, mais l'université a écouté les personnes de la poste, et pas moi. Au lieu de cela, il m'ont fait parvenir une déclaration écrite. D'après celle-ci, les gens de la poste soutenaient que je les aurais comparé à Hitler. L'université n'a pas essayé de prendre contact avec moi, mais elle s'est adressée aux coupables.

Depuis cela, nous organisons chaque année un séminaire de trois jours sur le thème du racisme dans le système éducatif, cette année en octobre pour la troisième fois. Cette année, j'essaie d'y intégrer la direction de l'université. La dernière fois, nous avions invité le président, qui a prononcé une allocution de bienvenue et a suivi la table ronde. A l'issue de cela, nous avons eu régulièrement l'occasion d'avoir quelques discussions. Lors du prochain séminaire, nous ferons le point sur ces discussions et essaierons de faire changer les choses, avec l'aide des gens qui siègent au Landrat et qui partagent nos intérêts.

Quelles sont tes revendications à l'université?

Nous avons proposé à l'université de créer un organe de lutte contre les discriminations. Naturellement, nous sommes convaincus que ce poste ne pourra pas être occupé par une personne /blanche/, car le racisme n'est pas une théorie que l'on comprend de manière rationnelle, c'est un sentiment. Et si ce poste est occupé par une personne qui ne peut pas le ressentir, elle ne pourra pas aider celles qui en sont victimes.

Dans nos revendications figure aussi la proposition d'une formation anti-raciste obligatoire pour le personnel de l'université. Je sais bien sûr que ce ne sera pas facile au niveau juridique de mettre ce type de mesure en place, mais nous voulons, quoiqu'il arrive, en discuter avec la direction. Il faut aussi une part de théorie, dont il faut d'abord discuter, et des concepts qui doivent être définis. Et tout le monde doit participer, pas seulement ceux qui connaissent déjà un peu plus le sujet. Mais il faut aussi en finir avec la

théorie pour passer à la pratique.

Quelles sont les autres structures?

Depuis quelques mois, il y a une structure appelée AK UniWatch. Malheureusement, je dois dire que le personnel n'est pas toujours compétent, bien que l'objectif de la structure soit vraiment bien. Lorsqu'on se contente de regarder leur objectif et leur message, tout va bien. Mais les gens qui y travaillent, autant que j'aie pu en faire l'expérience, ne veulent pas voir leur propre racisme, bien qu'ils veulent se battre contre des structures racistes.

L'AK UniWatch fait peut-être du travail politique, mais en tant que rapporteur antiraciste, je peux mettre l'université sous pression et apporter un soutien juridique à ceux qui en ont besoin. Pour eux, par exemple, le séminaire sur le racisme dans le système éducatif allemand était surtout l'occasion de faire de la publicité et de distribuer des tracts, de faire connaître AK UniWatch à l'université. Ça m'a énervé. Je leur ai dit que j'étais ouvert à une collaboration, mais qu'il ne fallait pas qu'il y ait une quelconque confusion, parce que nous nous trouvons déjà dans un long processus de pourparlers avec la direction de l'université, qui pourrait se trouver compromis si la situation devenait confuse. Ça fait plus d'un an que nous sommes impliqués dans ce processus, ils débarquent et veulent prendre le relais. Je leur ai écrit pour leur dire que je trouvais leur organisation très bien, mais que leur manière de se comporter à mon égard n'était absolument pas une bonne base pour une coopération.

Il y a d'autres structures, à l'échelle de l'université et à l'échelle des étudiants, mais au-delà du nom, il n'y a pas grand chose. Ce sont des enveloppes vides. Et quand on regarde ce qui se cache derrière ces noms, la déception est très grande.

J'ai de plus en plus le sentiment qu'à l'université, en tant que personne /blanche/, il y a la possibilité de se confronter au racisme au niveau théorique, mais que la mise en pratique est un échec.

En voici un exemple : devant l'université se tient le monument pour Hegel. A l'université, on sait qui fut Hegel, et quel rôle il a joué en Allemagne dans les sciences et dans la sphère intellectuelle pour l'implantation et la légitimation du racisme dans le contexte du colonialisme et de l'esclavage. Comment on peut donc le tolérer? Comment peut-on tolérer qu'un monument soit érigé en mémoire d'une telle personne? Bien sûr, c'était un philosophe. Est-ce vraiment possible de

ne rendre hommage qu'à ses avancées philosophiques? A côté de cela, il n'y a nulle part à l'université un monument à la mémoire des victimes du colonialisme et de l'esclavage. On rend hommage au coupable, et les victimes sont tout simplement ignorées et oubliées. Rien que cela témoigne de la manière dont l'université souhaite traiter la question.

Mais nous, en tant qu'étudiants, devons aussi être en position de reconnaître l'injustice et le déni de responsabilité. Beaucoup de gens ont souffert des déclarations et des réflexions racistes de cet homme. Mais la réponse est : non, nous ne nous en occupons pas, nous sommes une université. Nous sommes une institution intellectuelle et scientifique. C'est pourtant paradoxal. Je suis ici, en tant que noir, et personne n'est prêt à me soutenir et à me dire „Je suis désolé de ce qui se passe ici“. Honnêtement, pour moi, ce mémorial à Hegel, c'est comme s'il y avait un monument pour Hitler.

En bâtissant un mémorial, on immortalise ses théories et ses analyses scientifiques. On a même construit une clôture autour de ce mémorial. J'ai déjà abordé le sujet plusieurs fois pendant différents cours, mais je n'ai eu aucun retour. Je ne comprends pas qu'on puisse vivre avec ça.

Que penses-tu du portail Uni-Assist par lequel il faut postuler pour une place à l'université allemande en tant qu'étudiant qui n'a pas passé l'Abitur allemand?

Uni-Assist sera aussi un sujet dont on discutera lors de notre prochain séminaire sur le racisme dans le système éducatif allemand, car c'est une structure éminemment raciste. Près de 150 écoles supérieures sont membres de Uni-Assist, entre autre la HU - mais dernièrement, nous avons fait pression et transmis tellement de plaintes que la HU souhaite résilier son affiliation.

La procédure d'Uni-Assist est en tant que telle discriminante : les étudiant-e-s d'Europe ou des Etats-Unis qui souhaitent postuler ne paient presque pas de frais, ou alors très faibles, ceux/celles originaires d'Amérique latine en paient un peu plus, ceux d'Asie un peu plus, et au final, ceux/celles qui sont originaires d'Afrique paient cinq à six fois plus que les étudiant-e-s ressortissants de l'Union Européenne ou des Etats-Unis. Les éléments qui constituent le dossier de candidature sont les mêmes, il faut présenter un diplôme équivalent à l'Abitur ou autre, son certificat de naissance, et ceux-ci sont examinés de la même manière. Il n'y a aucune raison qui justifie de telles différences de frais.

Près de 75% des candidatures qui proviennent d'Afrique ne sont pas retenues, ni même examinées, sous prétexte qu'il manquait un élément ou que le dossier était parvenu trop tard. Mais ce n'est pas la vérité. J'en ai fait l'expérience moi-même, lorsque j'ai fait parvenir ma candidature plusieurs semaines avant la date butoir, j'ai payé les frais d'inscription d'Uni-Assist et on m'a fait parvenir une notification de refus qui m'expliquait que mon dossier leur était parvenu trop tard et que ma demande ne pouvait plus être examinée. Ils font ça car ils savent que les gens sont loin, et qu'ils ne disposent pas des recours juridiques nécessaires.

Nous avons demandé ici au bureau des inscriptions comment cela se passait avant : les dossiers étaient envoyés, les frais administratifs étaient les mêmes pour tout le monde. Pourquoi ces frais sont maintenant aussi différents? C'est une manière de réduire les chances des candidat-e-s non-allemand-e-s d'obtenir une place.

Nous sommes en train de déposer une plainte collective contre Uni-Assist pour discrimination. Si un-e étudiant-e originaire d'Afrique reçoit une notification de refus après avoir fait parvenir son dossier, on lui indique „si vous avez réglé les frais administratifs, il ne sera pas nécessaire de les payer de nouveau la prochaine fois“. Mais au semestre suivant, on leur dit qu'aucun avoir n'existe.

Il nous intéresserait aussi de savoir quelles sont les possibilités que tu imagines de la part d'étudiants/blancs/ pour témoigner leur solidarité?

D'une part, ils doivent eux-mêmes reconnaître qu'ils font partie de cette société. Ils doivent reconnaître qu'ils jouissent d'un certain privilège dont ils profitent. Cela veut dire qu'ils doivent admettre pour eux-mêmes qu'ils sont une partie d'une structure discriminante. Et qu'ils sont aussi responsables de ce que d'autres peuvent subir. C'est la reconnaissance que l'on est né avec certains privilèges dont on profite tandis que d'autres personnes d'un environnement différent en subissent les conséquences.

Comment se montrer solidaires vis-à-vis de ces personnes? Il faudrait déjà les écouter. Parce que demander tout de suite „Je voudrais t'aider, qu'est-ce que je peux faire pour toi?“, ça empire encore les choses. En faisant ça, je montre seulement que j'ai des privilèges, que j'ai plus de possibilités et de capacités qu'eux. On devrait aussi demander : „Quel soutien puis-je apporter?“. Mais il faut faire attention aux mots que l'on em-

plie, pour que le mot „aide“ ne vienne pas dans la conversation. „Quel soutien puis-je t’apporter? Je ne comprends peut-être pas exactement ta douleur, mais j’essaie.“ C’est pour moi un principe élémentaire de le reconnaître. Et selon le soutien dont la personne a besoin, je peux me demander si j’ai la

capacité d’apporter ce soutien. Et si je peux, je le fais. Mais si l’on n’en a pas la capacité, il ne faut pas avoir honte. Dans ce cas, tu montres que tu es touché, mais ce qu’il est impossible de faire, on ne le fait pas.

Thomas de Maizière prend la fuite sous les applaudissements

Par Paola Mariposa

Le ‚ministre de la défense‘ Thomas de Maizière était invité le 10 avril dernier par l’Université Humboldt à donner une conférence dans l’Audimax. La conférence portait sur le sujet: „L’armée de l’unité - la contribution de l’armée à la cohésion sociale“. Mais De Maizière n’eut guère l’occasion de prendre la parole. Lorsqu’il entra dans l’amphithéâtre vers 18h, il fut accueilli sous un tonnerre d’applaudissements. Le président de la HU, Jan-Hendrik Olbertz, attendait patiemment sur la scène, arborant un sourire gêné, de pouvoir annoncer son invité. Mais les applaudissements ne cessèrent pas. Des „Thomas on t’aime“ ou encore „Liberté en Hindou Kouch! Schlalala“ retentissaient. Ironiques, les protestataires réclamèrent „Encore une guerre!“

Après une vingtaine de minutes, le sourire se dissipa des lèvres du président. Lorsque quelques personnes montèrent sur scène en arborant des T-shirts maculés de sang pour symboliser des tués, il y eut un peu de tumulte. Une personne monta sur son siège et déroula une banderole au slogan „Guerre à la guerre! Plus jamais d’Allemagne!“. Sur ce, les policiers en civil, présents en nombre dans l’auditoire, enfilèrent leurs gilets d’intervention et se postèrent près de la scène. Quelques agents de sécurité tentèrent en vain de faire descendre la personne à la banderole de son siège, mais quelques présents firent preuve de solidarité et s’interposèrent.

Les slogans qui suivirent n’étaient plus teintés d’ironie. „Plus jamais l’Allemagne!“ ou „Des armes allemandes, de l’argent allemand, des meurtres ailleurs!“. On fit éga-

lement allusion à la guerre comme motif d’exil: „Say it loud and say it clear: Refugees are welcome here!“.

Le ‚ministre de la défense‘ réalisa après une demi heure qu’il ne pourrait prendre la parole ce jour et quitta la salle sous escorte policière, ce qui fut acclamé par une nouvelle salve d’applaudissements. Comme ni De Maizière, ni Olbertz n’avaient pu parler, le président de la HU s’adressa par ordinateur à l’auditoire. Il tenta d’amener les présents à la discussion par le biais du rétroprojecteur. Une personne s’y aventura et monta sur la scène. Comme beaucoup refusaient de discuter avec des partisans de la guerre, les cris ne cessèrent pas, par exemple: „Pas de guerre, pas de discussion!“.

Une personne écrivit qu’elle aurait bien voulu entendre „ce que le président avait à dire“, et se posta de manière démonstrative sur la scène avec d’autres. Environ 30 personnes suivirent cet „appel solidaire“ et se joignirent à eux. Ils furent gratifiés par de sonores „L’Allemagne c’est de la merde, vous en êtes la preuve!“.

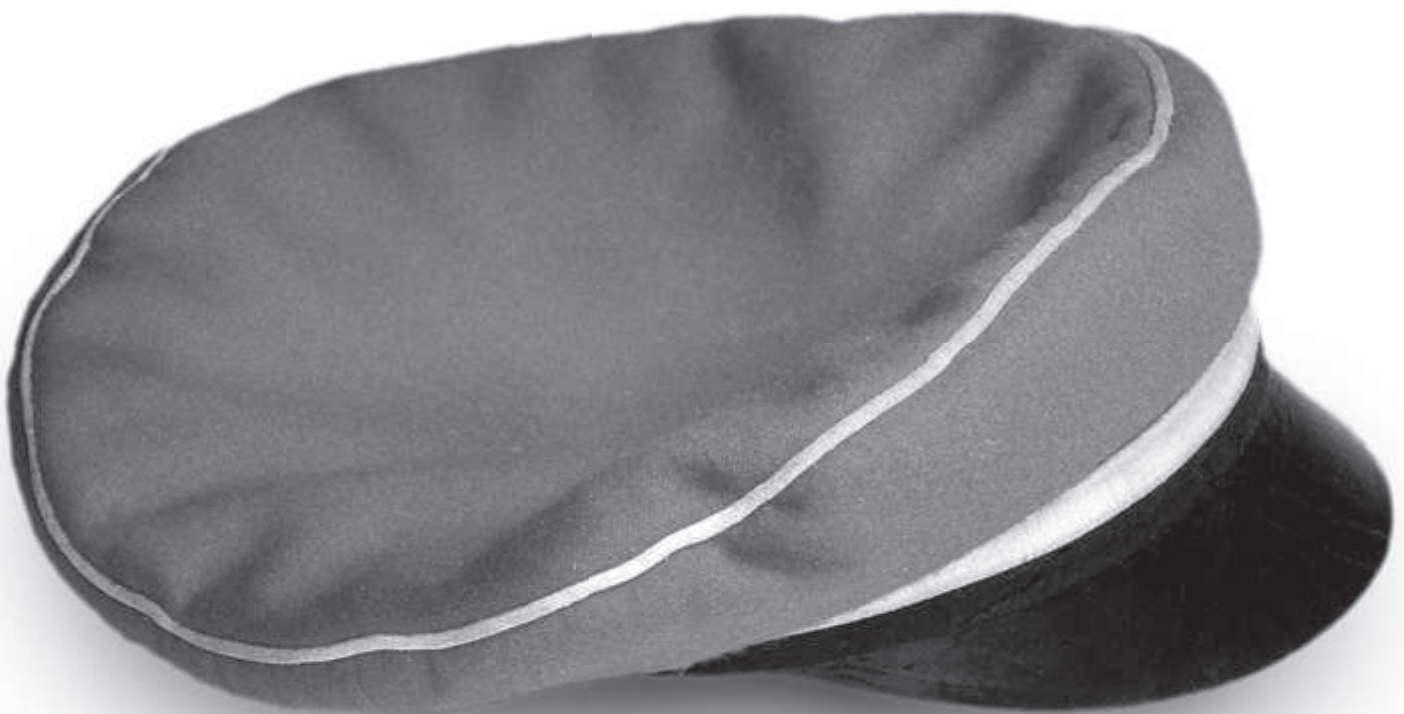
Après un peu plus d’une heure, la contestation diminua, de nombreuses personnes s’étant déjà suffisamment égosillées. Olbertz s’était entre-temps assis sur la scène, et quelques personnes s’étaient rassemblées autour de lui pour discuter quand même.

Cette action a montré qu’il est possible d’empêcher des manifestations qui font la promotion des combats, aussi à l’université. Elle peut nous donner du courage à l’avenir pour contrer les partisans des combats. Si le combat commence ici, la résistance aussi!

« Le Convent de Cobourg est une association politique, à laquelle il faut s'attaquer de manière politique et organisée. »»

Critique à l'encontre du Convent de Cobourg, élite masculine nationale d'Allemagne autoproclamée.

Tournez encore une fois la page, ça commence...



De Tandem Verrat au Vaterland
(traduit par Sarah Elipot)

Le Convent de Cobourg (CC) tient son congrès de la Pentecôte chaque année, presque sans être dérangé, dans la petite ville de Franconie Cobourg. La vie locale suit son cours normalement, excepté les 5000 étudiants des confréries qui défilent dans les rues en célébrant leur virilité germanique. Cela ne suscite presque aucun mouvement de contestation suprarégional. Pourtant, l'organisation mère du Convent de Cobourg est un terrain bien fertile pour l'exercice de la critique. Néanmoins, depuis des décennies, le besoin de tenir un débat sur la force réactionnaire que représentent les corporations étudiantes continue de se faire sentir. La culture de la contestation actuelle n'est presque portée que par la gauche radicale locale. Lors du débat qui s'est tenu dans les médias mainstream sur la sélection raciale exercée par la Deutschen Burschenschaft (DB) et le paragraphe « aryen » qui y est rattaché, on aurait pu attendre une critique de la DB et une réflexion plus poussée sur le corporatisme. Cela n'a jusqu'à maintenant toujours pas eu lieu. Au lieu de cela, on oppose les « mauvaises » corporations (Burschenschaften, particulièrement la DB) et les « bonnes » corporations (Sän-

lité politique. Cet état de fait est absolument inacceptable au vu du positionnement du CC dans le système des valeurs sociales. Les transitions entre les différents types de corporations sont fluides et la dichotomie créée dissimule les rapports réels du Convent de Cobourg. Avec cet article, nous souhaitons marquer la position du CC en termes de rapports de force sociaux, le rendre transparent et l'attaquer. Cela ne peut être effectué de manière satisfaisante qu'en critiquant par la même occasion l'état normal allemand nationaliste, patriarcal et élitiste.

Les soldats allemands, victimes*¹ du national-socialisme?

Le cortège aux couleurs chatoyantes des étudiants des corporations, en rang par deux, se dirige lentement vers le sommet de la colline de la citadelle. Ce lundi matin, il est de bon ton de porter ses plus beaux atours. Marche au pas, costume/uniforme, ruban, casquette et sabre. La petite manifestation a laissé tôt ce matin derrière elle le pied de la colline, en direction du monument aux morts au sommet. Arrivés là-haut, les membres du CC, accompagnés de leurs dames¹, se regroupent au pied du monument : un haut socle où il est gravé « Ehre, Treue, Vaterland », sur lequel s'élèvent trois guerriers, brandissant leur sabre vers le ciel.

Digression: Le Convent de Cobourg (CC) est en quelque sorte la maison-mère de 96 corporations étudiantes – tant Landmannschaften que Turnerschaften – auprès de 45 grandes écoles et universités allemandes. La Deutsche Landmannschaft fut fondée en 1868, et le Verband der Turnerschaften an Deutschen Hochschulen en 1872. Pendant la Première Guerre Mondiale et plus particulièrement sous la République de Weimar, le Convent de Cobourg faisait partie d'un courant conservateur nationaliste et rétrograde. En 1933 déjà, les Landmannschaften revendiquaient le principe de « Führer », soit trois ans avant que la structure de l'association soit dissoute pour être allouée à la fédération étudiante national-socialiste. Après la libération, les associations du CC furent interdites en raison de leur opinion de droite. En 1951, la ligue de Cobourg se reconstitua en tant que Convent, et depuis, tient chaque année le weekend de la Pentecôte 6 jours de convention, composés de conférences, festivités, bars, compétitions sportives, bal dansant, et une marche au flambeau, clôturée par discours et des chants patriotiques. Autre spot du weekend, la commémoration aux morts du Convent de Cobourg. La devise : „Ehre - Treue - Vaterland - Freundschaft“ [« Honneur, fidélité, patrie, amitié »].

Le congrès de la Pentecôte est accompagné depuis les années 80 d'une résistance antifasciste et féministe. Le travail politique à l'encontre du CC est criminalisé par la police, la presse, l'office fédéral de la protection de la constitution, les élus locaux et le journal local cobourgeois « Neue Presse » et les activistes subissent une répression massive.

ger-, Turner-, Landmannschaften, par exemple le CC). De ce point de vue, le Convent de Cobourg est une organisation étudiante apolitique, qui échappe à toute prise de responsabi-

lité politique. Cet état de fait est absolument inacceptable au vu du positionnement du CC dans le système des valeurs sociales. Les transitions entre les différents types de corporations sont fluides et la dichotomie créée dissimule les rapports réels du Convent de Cobourg. Avec cet article, nous souhaitons marquer la position du CC en termes de rapports de force sociaux, le rendre transparent et l'attaquer. Cela ne peut être effectué de manière satisfaisante qu'en critiquant par la même occasion l'état normal allemand nationaliste, patriarcal et élitiste.

Chaque année, le CC tient à cet endroit une commémoration, en mémoire de leurs frères tués au cours de la Première Guerre Mondiale. Dans le discours qui accompagne la cérémonie, le soldat allemand se voit glorifié à grand renfort de pathos et de récits de guerre personnels. Le soldat allemand se fait héros et mythe. La personnalisation rhétorique passe sous silence les actes et les responsabilités de chaque soldat allemand. La manifestation thématise le soldat allemand sous le Troisième Reich, sans évoquer les victimes du fascisme et de l'holocauste – il n'y a pas de parti-pris idéologique plus clair. En toile de fond, une inversion des rôles coupables/victimes, et l'assimilation d'une relecture réactionnaire de l'histoire. Le CC fait un portrait du national-socialisme qui dissocie les actes de cruauté de l'Allemagne nazie des soldats de la Wehrmacht : les soldats allemands sont les « vraies » victimes du national-socialisme.



Inversion des coupables et des victimes : jeunes bécébégés et leur famille le jour de la commémoration des héros à Cobourg.

Cette conception absurde et méprisante de l'espèce humaine trouve ses fondements en attisant la haine à l'encontre des forces des libérateurs, plus particulièrement contre l'Armée Rouge. Le discours du membre de la corporation Prof. Dr. Med. Dieter Wiebecke lors du rassemblement du CC en 1993 résume cette prise de position en filant la métaphore très parlante qui compare les soldats de la Wehrmacht avec les 300 combattants spartiates qui se sont opposés à une armée terrassante. Même si ce discours est vieux de 20 ans, il est malheureusement toujours actuel au sein du Convent de Cobourg. Les paroles de l'orateur du CC ont eu beau avoir changé, leur position est toujours la même:

«Etranger, viens à Sparte. Qui de nous à ces mots ne pense pas immédiatement aux innombrables évènements de la dernière guerre, en premier lieu à l'ancienne Stalingrad et à notre 6ème armée, dont le sort s'est joué là-bas il y a 50 ans et 4 mois. Malgré la situation désespérée, la torture de la faim, les coupures du froid, ses braves combattants ont tenu. C'est seulement après que les dernières munitions aient été tirées et que les membres raidis ne pouvaient plus tenir les armes que les derniers survivants se sont rendus. Par son sacrifice, la 6ème armée a épargné le même sort à tout un groupe d'armée, voire même toute l'aile sud du front de l'Est. L'enfer de Stalingrad ne doit être considéré que comme le début d'un sacrifice sans précédent dans

lequel périr des millions de soldats allemands. L'histoire de la Seconde Guerre Mondiale pourra rendre compte d'encore beaucoup évènements, que l'on peut tous comparer au passage des Thermopyles, mais qui dans le tourment général, sont restés inconnus. [...] Lorsqu'il a été plus tard découvert qu'ils avaient été malmenés par un commandement sans conscience, et que des crimes abominables ont été commis dans leur dos, il est difficile de dévaluer la hauteur éthique de leur sacrifice. A ce constat évident ne se résolvent à l'après-guerre les politiques et les pédagogues que rarement. Bon nombre se sont même pervertis au postulat inverse après le renversement de toutes les valeurs. En lieu et place du sens du sacrifice, de la loyauté, du sens du devoir ils adoptèrent d'autres maximes, comme la désobéissance civile, le refus, la réalisation de soi et l'ambition »ⁱⁱ

De cette grotesque mascarade, la presse et le public ne sont pas officiellement exclus. En réalité, le malaise du Convent de Cobourg face à un public critique se fait très clairement ressentir : la presse n'est pas autorisée à documenter la cérémonie, ou alors avec désapprobation, spectateurs curieux et/ou critiques sont surveillés/isolés/filmés par les agents de sécurité du CC avec le soutien de l'USK bavarois (Unterstützungskommando-commando de soutien).

Être Allemand² – d'après le Convent de

Cobourg

Pour comprendre la conception de l'histoire du Convent de Cobourg, il faut en venir à leur conception du « être allemand ». Cela n'a pas trait à l'individu, quand bien même celui-ci peut se qualifier d'allemand, vive en Allemagne depuis plusieurs générations ou simplement à la nationalité allemande, il en va de l'unité du « peuple allemand ». Le Landmannschaft académique de Tyrol, Innsbruck, sur sa page internet titrée : „VATERLAND – Oder schämst du dich deiner Herkunft? (« PATRIE – Ou as-tu honte de tes origines? »), décrit ce concept comme suit :

« Notre patriotisme n'est pas basé sur un système politique, mais sur l'essence du patrimoine culturel allemand, qui nous caractérise. Notre engagement pour la patrie nous a obligés à défendre les droits et la liberté de la nation culturelle allemande. Par nation, nous entendons la communauté culturelle allemande, et non l'Etat, et par nation culturelle, la communauté des Allemands, et non l'ensemble civique rassemblé dans l'Etat. »ⁱⁱⁱ

C'est ici une vieille tradition allemande de la sélection raciale qui est reprise, et a forgé le concept de Volk. Derrière le concept de Kulturvolk se trouve l'idéologie historique de la mission culturelle, qui était déjà la légitimation historique pour les Nazis de l'« annexion » de l'Autriche. D'après cette idéologie, le territoire de l'actuelle Autriche ne vit une vie culturelle apparaître qu'après que des « racines allemandes » s'y sont implantées. Ce territoire serait donc en premier lieu allemand, sur lequel un Allemand peut avoir des droits. Par conséquent, les relations d'Autriche sont aussi naturellement allemandes et appartiennent au monde culturel allemand. Cette pensée empreinte de Kulturmission motiva l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht, mais aussi les revendications des associations de personnes expulsées des territoires de l'Est après la Seconde Guerre Mondiale, et a été décisive dans la définition des rapports du Convent de Cobourg à la RDA. Comme dans cette idéologie historique, l'idéal est que l'espace vital du « peuple allemand » soit identique au territoire dominé, la partition après 1945 fut la plus grande humiliation qui puisse avoir été portée à l'image de soi allemande. Il en a résulté que le CC considère la RDA (et l'Armée Rouge) comme l'ennemi absolu. Aussi, dans le discours de cette année au monument des victimes de la guerre du CC, il est décrit que la réunification a sauvé le « peuple allemand » : « Pour beaucoup, cela signifiait torture et mort, jusqu'au miracle de novembre 1989 ! Cet endroit est au cur de notre Vaterland réunifié. Aussi au centre de l'Europe, dans une région empreinte de notre culture

chrétienne et occidentale. »ⁱ

La culture du souvenir populaire en RFA de la chute du mur et de la réunification et les festivités associées ont une orientation similaire. A cette occasion, les victimes du régime de la RDA ne sont pas marginalisées, mais pas non plus instrumentalisées pour fêter l'unité et la force allemande. Derrière cette culture du souvenir des structures répressives de la RDA se trouvent souvent la pensée de l'unité du peuple et la dissimulation des structures répressives en RFA. L'image de l'ennemi que représente la RDA est utilisée par le Convent de Cobourg pour légitimer la domination de la RFA et reproduire le modèle idéal d'« unité du peuple ».

Les frontières de la RFA après 1990 ne sont apparemment pas celles de l'Etat qui suffiraient à reconstituer un peuple uni. C'est pour cela que les contacts sont maintenus avec les associations de personnes expulsées des territoires de l'Est après la Seconde Guerre Mondiale et font référence à des territoires de République Tchèque et de Pologne comme foyers culturels allemands. Par exemple, l'Alte Prager Landsmannschaft Böhmerwald zu Linz se sent engagé à la cause des Sudètes allemands. En tant que « corporation consciente de sa patrie », elle accorde une grande importance à la nationalité de potentiels membres, puisque celle-ci ne se résume pas à « la simple question d'appartenance à un Etat, mais s'étend à l'ensemble du foyer culturel et linguistique allemand qui a grandi au fil des siècles, indépendamment des frontières des Etats ». La ligne Oder-Neisse n'est pas une frontière reconnue dans la compréhension de soi allemande. L'aspiration vers l'Est est une des préoccupations du Convent de Cobourg. Ainsi que de L. Teutonia Würzburg, qui entreprend un voyage vers la « Prusse orientale » afin d'y « retrouver, avec l'aide des Landsmannschaften de Prusse orientale, les Allemands restés ». Plus de détails se trouvent dans le compte-rendu du voyage dans le journal du CC.ⁱⁱ

De la propagande nazie manifeste

L'interdépendance entre corporations étudiantes et extrême-droite, ne peuvent pas être ignorées à ce point de la réflexion – mais son évocation s'éloigne tout de même du cadre réflexif de cet article. L'exposé de Jörg Kronauer à ce sujet, disponible en mp3 sur internet, prodigue davantage d'informations. La Landsmannschaft L! Kärnten sort du lot réactionnaire des corporations par ses déclarations ouvertement racistes et d'extrême droite. Elle n'est pas constituée sous l'organisation mère du Convent de Cobourg. Cependant, cette organisation d'extrême-droite est liée à la branche du CC

autrichien. Il semble en outre qu'il y ait un échange idéologique et de nombreux consensus entre la L ! Kärnten et quelques associations du CC. On ne peut évoquer ici que les activités en ligne de l' *Akademischen Landsmannschaft der Salzburger zu Salzburg*, qui « like » de nombreuses images du L ! Kärntner, auquel on peut aisément reprocher d'être teinté de nostalgie de la propagande néo-nazie. Tant l'esthétique des images que les slogans „Deutschland, Deutschland über Alles“ ou „Mon grand-père était un soldat, pas un criminel!“ⁱⁱⁱ sont univoques. Le Convent de Cobourg est profondément impliqué dans une logique de déplacement de la culpabilité allemande, de dominance allemande, de glorification et aussi des conséquences qui en découlent. Le maintien d'une neutralité politique ne peut s'expliquer que par le consensus social qui tolère le Convent de Cobourg, ses valeurs et ses activités. Une intervention dans de tels courants réactionnaires ne peut advenir que par le biais d'une politisation du débat. Cela est depuis longtemps souligné par des critiques du CC dans un discours prononcé lors d'un congrès de la Pentecôte : « Le Convent de Cobourg est une association politique, à laquelle il faut s'attaquer de manière politique et organisée. »

Le CC, un élément de l'ensemble patriarcal

Le CC, en tant que confrérie purement masculine, fait partie du système patriarcal. Les *Landsmannschaften* et *Turnerschaften* de la confrérie consacrent la virilité comme idéal de la société, et excluent les femmes*³ de toute participation. Cela va de pair avec une perception antique des rôles des deux sexes, et avec le fait que les confrères s'affirment eux-mêmes comme étant les élites de la société. Une pratique dans le viseur de la critique émancipatrice. C'est cela qui conduira à une alliance de l'intervention féministe et antifasciste.

« Je trouve ça plutôt bien que l'on soit entre hommes, ici. Parce que, lorsqu'on est entre hommes, on peut peut-être faire des choses qu'on ne fait pas en étant en différente compagnie. Et c'est bien comme ça. »^{iv}

C'est ainsi que Julian, membre de la *Landmannschaft Preußen Berlin*, justifie le principe d'une alliance réservée aux hommes. Il est alors entouré d'autres hommes*. Il y a plusieurs bouteilles de bière devant eux. Le confrère assis à côté de Julian ne peut pas se retenir de ricaner lorsque ce dernier ex-



Mais où donc sont-elles ? L'égalité hommes-femmes laisse bien souvent à désirer dans les associations étudiantes.

pose les qualités de « l'être entre soi ». Les membres de la Turnerschaft de Berlin (qui s'organise aussi au sein de la CC), déclarent en ligne qu'ils souhaiteraient préserver, tout comme les femmes, la « possibilité de se re-plier vers une „enclave du même sexe“ »^v. Cela donne l'impression que, dans cette société, la virilité n'est pas la norme dominante, mais qu'elle a besoin de son espace de protection. Les structures du pouvoir patriarcal sont ainsi délibérément passées sous silence. La L! Preußen Berlin [remarque de l'auteur : le „L!“ désigne la Landmannschaft] ainsi que la Turnerschaft ne sont que deux des cinq associations du CC étant sur place. Des propos comme ceux cités ici sont régulièrement tenus par les membres des corporations. Un autre propos en vogue est aussi celui selon lequel, dans le football, il y a finalement aussi des équipes d'hommes* et de femmes*. Par ailleurs, l'exclusion des femmes* dans la tradition des associations est justifiée par le fait que, à l'époque où est née l'association étudiante, l'accès à l'université et aux écoles supérieures leur était interdit. Pour le CC, le fait que, près de 200 ans plus tard, les associations académiques restent fidèles à cette exclusion ne doit toutefois pas être considéré comme quelque chose de politique, et encore moins de misogynie. De manière générale, le CC se réclame toujours être une as-

sociation apolitique. Le soin de s'occuper de la politique est apparemment laissé aux corporations d'étudiants dont le CC tente de se démarquer avec véhémence depuis quelques années. Pourtant, l'association s'exprime régulièrement au sujet de l'histoire allemande ou de la politique économique du pays, et prend des positions clairement antisémites. La mention „apolitique“ n'est donc pas crédible, et sert seulement à se protéger de la critique.

Is this a mens' world?

Tout comme la Deutsche Burschenschaft (DB), le Covent de Coburg est une association réservée aux hommes. L'image propagée est celle d'une virilité militaire, qui se caractérise par l'abnégation et la force. Deux traits de caractère que les femmes* ne possèdent pas. On voit cela dans le rôle de la reproduction, ou dans la fonction d'« accompagnatrices qu'ont les dames* lors des cérémonies. Elles sont alors présentes pour compléter leur partenaire, du moins dans la logique hétéro-normative.

«Bien sûr, nos copines et nos femmes [font partie de] notre „grande famille”»^{vi}. Elles sont exclues des événements internes aux associations, des discussions, des bars



s'organiser contre les fils-à-papa : démonstration féministe créative contre le Covent de Coburg.

et de l'escrime. Toutefois, lorsqu'il est question de transmettre une image familiale ou de poser pour des photos, la présence des femmes* est souhaitée. Cela va de pair avec la construction de la féminité en tant que « beau sexe », qui est à la fois faible et a besoin de protection. Dans la pratique associative du CC, on observe clairement la revendication, par les hommes, de leur droit de disposer des femmes*. Celles-ci sont traînées comme un fardeau lorsque cela arrange les hommes*, et après que leur présence ait été autorisée. La présence des femmes* devient quelque chose d'ajustable, qui est soumis au contrôle masculin. Aucune place n'est prévue pour des attitudes féminines* libres au sein de ces structures. Et les personnes qui ne correspondent pas à la logique binaire homme/femme ne sont même pas présentes dans les esprits.

On trouve également des signes de misogynie au sein de la L! Brandenburg Berlin. Le 2 juin 2013, dans le cadre de l'International Sex Workers' Day, une journée commémorative non officielle existant depuis 1976 et visant à attirer l'attention sur les combats des travailleurs(euses) du sexe pour lutter contre la criminalisation et la marginalisation, la L! Brandenburg Berlin appela à un « barbecue pour la journée internationale des putes » au siège de l'association. On pouvait lire sur l'annonce de l'évènement : « Nous organisons une beuverie de contestation⁴ révolutionnaire contre l'exploitation sexuelle de la femme »^{vii}

Cette impudence teintée de misogynie illustre l'idée acquise ici selon laquelle les combats des travailleurs(euses) du sexe pour parvenir à l'autodétermination et de meilleures conditions de vie et de travail sont à occulter, et le fait que ces travailleurs(euses) du sexe sont considérés comme des objets de persécution. Dans le même ordre d'idées, l'exploitation sexuelle des femmes* est présentée comme une vaste plaisanterie, ce qui revient ainsi à se moquer de chaque femme* et de chaque jeune fille* ayant été soumise à des contraintes ou des violences sexuelles. L'ignorance masculine et sexiste de la L! Brandenburg Berlin semble sans limite. S'autoproclamer l'élite masculine pour aller se souler entre hommes, faire des barbecues et rire de l'autodétermination des femmes*, pour ensuite se dire révolutionnaire, en sont autant de preuves. L'évènement est illustré par une photo de deux femmes* légèrement vêtues en train de s'embrasser, près desquelles est assis un homme* saoul qui les regarde. L'amour lesbien est ici dégradé pour satisfaire les fantasmes sexuels de l'homme.

Ce sont principalement les féministes et

les antifascistes qui émettent des critiques à l'encontre de la structure associative masculine. Lors du congrès de Cobourg organisé cette année à la Pentecôte, les opposants au CC ont émis les critiques suivantes:

«L'organisation d'associations masculines est une déclaration politique. Cela revient à la décision d'exclure les femmes, sur le plan structurel, de toute influence sociale, et c'est une illustration d'une vision patriarcale du monde, selon laquelle la dominance masculine est évidente. La construction d'une puissante virilité en fait aussi partie. Celle-ci est générée par des actions symboliques telles que le port d'un uniforme, ou le fait de se livrer à des duels d'honneur. D'autres formes de virilité sont exclues et marginalisées. Ceci est un processus violent, qui va de pair avec l'homophobie et la transphobie. [...] L'importance de la préservation des traditions est constamment mise en avant. Que celles-ci soient basées sur des idéaux formulés d'un point de vue blanc, masculin et hétérosexuel n'est pas un sujet abordé. Quant à la perception des rôles des deux sexes, l'idéologie propagée est celle de la famille nucléaire bourgeoise, dans laquelle la femme a clairement un rôle mineur. C'est toujours la même rengaine avec d'un côté l'homme actif, qui agit en tant que représentant de la société, et de l'autre la femme réservée qui apporte son soutien, et dont la fonction est d'assurer les arrières de son mari. C'est le confrère qui domine, qui monte sur l'estrade pour prendre la parole. Il fait office de représentant, est en capacité d'agir, et dispose du soutien des autres hommes, affirmant par là sa position au sein de la société. Il assigne à la femme sa place en marge de la société. Elle doit alors applaudir sa performance virile, légitimant alors cette dernière. Lorsqu'elle participe aux affaires et aux dynamiques sociales, elle est perçue comme un élément perturbateur, et on dénie aux femmes toute affaire sérieuse. Certaines femmes ne sont pas considérées comme gênantes, mais sont utilisées comme éléments de décoration. Ces femmes, qui ont un accès présumé aux confréries d'hommes, doivent correspondre à certains critères de beauté patriarcaux et racistes et, bien sûr, adopter le comportement élitiste adéquat.

C'est une représentation partielle, restrictive et discriminante de la féminité ! Nous ne pouvons plus supporter ce genre de traditions, qu'elles soient vieilles de plusieurs centaines d'années, supposées naturelles, en train d'émerger ou tout simplement non remises en question ! Ne laissons pas la parole à celui qui transmet ce genre de choses, qu'il s'agisse ou non d'un membre d'une corporation.»^{viii}

Certes, l'existence du désir homosexuel au sein des confréries n'est pas, en soi, exclu par le CC, mais c'est une thématique

qui n'est toutefois pas abordée. A travers l'exclusion des femmes, les « problèmes de couple » ne sont pas censés exister, et les relations amoureuses entre deux personnes du même sexe semblent donc impensables. On cherche en vain, à la réception, des images d'un couple homosexuel. Ainsi, les identités qui se situent en marge de la norme hétérosexuelle sont rendues invisibles et sont marginalisées. A travers des rituels récurrents, on tente de se rapprocher de l'idéal de l'homme prêt au sacrifice, puissant et au service de la communauté.

Ces pratiques sont clairement illustrées dans l'essai de Karsten Schuldt, publié en 2010 : Corporations – Etablissements de formation d'une quasi-élite hétéronormative et militaire.⁵ Outre la consommation excessive d'alcool, qui sert à dépasser ses propres limites et à contrôler son corps, un autre aspect important dans la création du sentiment de communauté masculine est de se livrer à des combats d'escrime avec des armes tranchantes. La Landsmannschaft Brandenburg Berlin décrit assez souvent le sens de ce rituel : « Nous sommes une confrérie imposant le duel, et nous partons du principe que seul celui qui est prêt, au moins deux fois, à être l'âme damnée de notre communauté peut être chez nous un membre à vie ».^x

La fixation sur la vaillance corporelle se retrouve aussi dans l'idéal de l'homme soldat, celui-ci étant le seul capable de défendre la maison et la patrie. La conception graphique de la page d'accueil de la L! Brandenburg en est une bonne illustration. On y voit un buste musclé, sur lequel sont tatoués les mots « Pro Patria » en lettres gothiques. Les hommes dont le corps ne correspond pas à cette norme sont dévalorisés et exclus. Sur la même page, on trouve également des citations de héros de films masculins, comme celle de Tylor Durden, personnage principal de *Fight Club* : „Je ne veux pas mourir sans cicatrices“, ou encore celle de Vincent Vega (*Pulp Fiction*) : „Le sang doit gicler“.

Réflexion sur soi – Négatif !

Lorsque l'on essaye de remettre en question le système patriarcal, les membres du CC se crispent. Leur hostilité à l'égard d'une approche intégrée du genre est clairement établie. On se sert ainsi de modèles d'argumentation qui sont utilisés de la même façon par les conservateurs que par les tendances d'extrême droite. On en trouve un exemple sur le site internet de l'Akademischen Landsmannschaft der Salzburger zu Salzburg.^{xi} Un lien renvoie vers un article de Bettina Röhl issu du magazine *Wirtschaftswoche*, dans lequel elle ab-

orde l'introduction du féminisme de genre à l'université de Leipzig. Il y a quelque temps, il y a été décidé que les noms des professions ne seront dorénavant désignés que par la forme féminine. Dans son article, Bettina Röhl prend un ton agressif et s'acharne contre cette langue défendant l'égalité des genres : « Mais nous ne voulons pas nous moquer ici des fanatiques du genre, qui désirent inscrire, dans la structure juridique allemande, leur idéologie contraire à la Constitution [sic !], qui méprise aussi bien l'homme que la femme. La moquerie est virile, donc ça ne va pas du tout. »^{xii} Les différences entre les femmes et les hommes sont décrites dans le texte comme la « plus belle différence au monde ». On peut se demander ce qu'il y a de « beau » dans une rémunération inégale, une sous-représentation des femmes* dans la vie politique et une discrimination / dévalorisation quotidienne de celles-ci. La demande consistant à utiliser des termes qui puissent satisfaire différentes identités sexuelles ou qui, comme à Leipzig, ont pour but de rendre les femmes plus visibles à l'université, est confondu avec du fanatisme politique. Rire des stratégies féministes est loin d'être nouveau. De même, il est peu surprenant que Bettina Röhl place l'approche intégrée du genre dans le coin du politiquement correct si détesté par la droite, considérant ainsi que cela ne vaut pas la peine d'en discuter. Le fait que les membres des corporations « like » ce genre d'articles n'est pas étonnant, car ils voient leurs privilèges masculins mis en danger par la critique féminine. Il est nécessaire d'émettre de continuer à émettre des critiques. Les exemples apportés ici démontrent l'incapacité des corporations à remettre en question leur rôle de privilégiés au sein de la société. Au lieu de ça, ils s'accrochent à des représentations traditionnelles, afin de légitimer leurs propres structures de pouvoir.

Il est indispensable de saisir le fonctionnement des corporations masculines pour comprendre l'image que ses membres ont d'eux-mêmes. Le patriarcat ne dépend pas des associations étudiantes telles que le CC ou la DB, celles-ci font partie d'un tout. Les corporations sont les bénéficiaires et les défenseurs de pratiques sexistes, excluant les femmes*, les lesbiennes, les transexuel(les) et les hommes ne correspondant pas à la norme établie. C'est pourquoi une critique détaillée de l'existence des corporations doit aussi toujours être féministe.

Notes de fin

1 *1 Nous avons une certaine incertitude sur le terme «victime» parce qu'il rend la capacité d'action et de résistance invisible, mais nous avons choisi de ne pas utiliser un euphémisme pour l'assassiner des millions de personnes.

2 ** Nous utilisons la marque * afin de bien montrer que les qualifications homme* et femme* désignent des constructions sociales émanant de la dualité sexuelle. Lorsque la marque * n'est pas présente après homme ou femme, cela signifie que nous nous reportons à la vision du Covent de Coburg, qui est clairement binaire, car elle ne laisse aucune place à d'autres identités. L'absence de * marque cette exclusion.ii CC-Blätter 3/1993, Gedenkrede am CC-Ehrenmal

3 iii <http://www.l-tyrol.at/>

4 iv Gedenrede am CC-Ehrenmal, 2013

5 v CC-Blätter 3/2003, Ostpreußen in neun Tagen

6 vi <https://www.facebook.com/pages/Akademische-Landsmannschaft-der-Salzbürger-zu-Salzburg-zu-Wien-1884/345121422187946>

7 vii www.youtube.com/watch?v=VH6Fyd6ZmKk

8 viii http://www.turnerschaft-berlin.de/tberlin/index.php?option=com_content&view=article&id=27&Itemid=27#frauen

9 ix Ebenda.

10 x <http://www.l-brandenburg.de/landsmannschaft/aktuell/semesterprogramm/details/93-Welthurentag.html>

11 xi Feministischer Redebeitrag auf der antifaschistischen Demonstration gegen studentische Verbindungen, Coburg 20.05.13.

12 xii Vgl.: Kartsen Schuldt: Burschenschaften-Bildungseinrichtungen einer heteronormativen, soldatischen Quasi-Elite, In: Robert Claus, Esther Lehnert, Yves Müller (Hrsg.): Was ein rechter Mann ist. Berlin 2010.

13 xiii www.l-brandenburg.de/fechten/unsere-sicht/unsere-sich

14 xiv <http://www.salzburgerseite.at/aktuelles>

15 xv <http://www.wiwo.de/politik/deutschland/bettina-roehl-direkt-der-irrsinn-der-entmaennlichung-unserer-gesellschaft/8469200.html>

A lire :

16 AStA Uni FFM, Autoritär, Elitär, Reaktio-

när; Frankfurt a.M. 2013. online unter: <http://www.falsch-verbunden.net/wp-content/uploads/2013/05/autoritaerelitaerreaktionaer-reader.pdf>

17 Internationalismus- und Antifaschismusreferat AStA FU: Gute Nacht Burschenpracht!, Berlin 2012.

18 Online unter: <https://www.astafu.de/sites/default/files/GuteNacht.pdf>

19 Kartsen Schuldt: Burschenschaften-Bildungseinrichtungen einer heteronormativen, soldatischen Quasi-Elite, In: Robert Claus, Esther Lehnert, Yves Müller (Hrsg.): Was ein rechter Mann ist. Berlin 2010.

20 Online unter: http://rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Publ-Texte/Texte_68.pdf

21 AStA Uni FFM, Autoritär, Elitär, Reaktionär; Frankfurt a.M. 2013. En ligne : <http://www.falsch-verbunden.net/wp-content/uploads/2013/05/autoritaerelitaerreaktionaer-reader.pdf>

22 Internationalismus- und Antifaschismusreferat AStA FU: Gute Nacht Burschenpracht!, Berlin 2012. En ligne : <https://www.astafu.de/sites/default/files/GuteNacht.pdf>

23 Kartsen Schuldt: Burschenschaften-Bildungseinrichtungen einer heteronormativen, soldatischen Quasi-Elite, In: Robert Claus, Esther Lehnert, Yves Müller (Hrsg.): Was ein rechter Mann ist. Berlin 2010. AEn ligne : http://rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Publ-Texte/Texte_68.pdf

La double invisibilité

Entretien avec Dr. Esther Lehnert du Forschungsnetzwerk Frauen und Rechtsextremismus (Réseau de Recherche Femmes et Extrême-droite) à propos des femmes dans les cercles d'extrême-droite.

Entretien conduit par le Internationalismus- und Antifaschismusreferat de l'ASTA FU (traduit par Sarah Elipot)

Je suis contente que tu sois ici. Pourrais-tu te présenter vite-fait avant de commencer ?

Je m'appelle Esther Lehnert, j'ai fait mon doctorat en science de l'éducation et depuis dix, quinze ans, je travaille dans le domaine de la prévention de l'extrémisme de droite. Lors de mon cursus, je me suis penché sur deux sujets. L'un est l'affrontement entre l'antifascisme et le national-socialisme. Cela a quelque chose à voir avec mon histoire personnelle. Je suis née dans une famille qui a été persécutée. Mon père nous a toujours beaucoup parlé du national-socialisme. On a grandi avec des livres sur ce sujet. Il était tout à fait normal pour moi de parler de ce sujet.

Mon deuxième champ thématique était le féminisme et la politique des femmes. Je me suis penchée parfois sur l'un, parfois sur l'autre. Vers la fin de mes études, j'ai commencé à fusionner ces deux champs. Après avoir fini mon doctorat, j'ai commencé à me renseigner sur l'actuel extrémisme de droit. J'ai travaillé dans des projets différents, et je me suis vite aperçu qu'il y a de très grandes lacunes. D'un côté en ce qui concerne la participation des femmes en général, mais en plus il y avait en outre un manque de discernement absolu en matière de sexe. La masculinité et l'extrémisme de droite présente même aujourd'hui une grande lacune. À l'époque j'ai fait beaucoup de recherches sur la masculinité et l'extrémisme de droite, et parallèlement je me suis aussi connectée au groupe de recherches de femmes et de l'extrémisme de droite, duquel je fais encore partie. Après avoir travaillé longtemps pour la consultation mobile contre l'extrémisme de droite à Berlin, je suis maintenant plutôt

active dans le domaine du genre et de l'extrémisme de droite. À l'instant je suis collaboratrice du département de sexe et de l'extrémisme de droite de la fondation Amadeu Antonio.

Tu ne faisais pas partie de la fondation du réseau de recherches de femmes et de l'extrémisme de droite en 2000, pourrais-tu quand même dire quelque chose sur la situation à l'époque ?

Le réseau a été fondé, car il y avait sur ce champ très peu de recherche, trop peu d'observations et très peu d'analyses. Au milieu des années 90 des scientifiques ont commencé à se pencher sur la question: « qu'est-ce que font les femmes dans l'extrémisme de droite. » À l'époque on avait l'impression qu'il fallait rester continuellement impliqué-e pour qu'il puisse se développer une expertise solide. Le groupe de recherche « femmes et de l'extrémisme de droite » se constitue de scientifiques, de journalistes et de pédagogues. On est un rassemblement volontaire, on est bénévoles. On rassemble des observations, on se les communique et on discute sur des questions techniques. On fait des présentations et on publie des articles sur ce sujet. Deux fois par an, on se rencontre pendant quelques week-ends pour s'échanger entre nous et pour faire de la planification. En plus, on soumet régulièrement des propositions de recherche sur ce sujet, lesquelles sont pourtant toujours refusées. On a encore et toujours l'impression que le sujet « sexe et l'extrémisme de droite » ne semble pas être perçu comme pertinent.

La situation pourrait-elle changer à cause du débat sur le « NSU » ?

Le sujet « sexe et l'extrémisme de droite » est d'actualité. Je crains que justement ça ne représente aussi une conjoncture. On a reçu beaucoup de réactions sur notre première lettre ouverte, laquelle a été publi-

ée peu après l'annonce du « NSU » (cette lettre critique la couverture médiatique sur Beate Zschäpe et le « NSU » peu après la révélation faite par le « NSU » lui-même. En ligne sur . À l'époque on était stupéfaites et on pensait : « Qu'est-ce que nous devons encore faire, en tant que femme, pour qu'on nous prenne au sérieux ? » Cette affaire est sans pareil. On a enfin l'impression qu'on nous voit comme un réseau important qui travaille continuellement sur ce sujet. Il est clair qu'on nous envoie plus de demandes après la révélation faite par le « NSU » lui-même en novembre 2011. Mais j'ai des doutes en ce qui concerne une manifestation dans la recherche et dans le contexte institutionnel. J'espère quand même que ça sera le cas.

Est-ce qu'il y a eu des changements des questions pendant votre existence ?

Les gens s'étonnent souvent que les femmes aussi peuvent être des néonazies. Mais c'est aussi une partie de la discussion générale sur le néonazisme. Ici, il y a l'opinion très répandue qu'il s'agit d'extraterrestres qui ne font pas partie de notre société. Et l'idée que ces extrater-

restres sont féminins est encore plus difficile. En fait c'est dommage que ça existe en général. Les femmes sont souvent construites comme « l'autre ». C'est ce qu'on fait, nous aussi, d'une certaine manière. Mais si on ne faisait pas ce qu'on fait, de l'autre côté, on mentionnerait encore moins des femmes d'extrême-droite. C'est une situation ambivalente. En principe on pense qu'on ne peut expliquer l'extrémisme de droite que quand on considère les interactions des sexes dans l'ensemble. Le gender se construit justement dans l'interaction des sexes différents. Les collègues qui spécialisent leur recherche sur la critique de la masculinité travaillent ensemble dans plusieurs domaines, et c'est dans tous les cas un enrichissement.

Tu as déjà mentionné le livre. On s'occupe beaucoup avec des corporations d'étudiantes, des masculinités et de la mutualisation des hommes. Comment est-ce que tu estimes les possibilités d'une réflexion commune sur votre travail avec le concept de la recherche critique de la masculinité ?

« Et l'idée que ces extraterrestres sont féminins est encore plus difficile. »

restres sont féminins est encore plus difficile. En partie, il y a des choses qui se passent à l'échelle des Länder, par exemple un nouveau programme a été établi en Basse-Saxe qui n'aborde que le sujet des femmes. Il est réalisé par le département « l'extrémisme de droite et violence », qui nous contacte de temps en temps. En général il y a une sensibilité plus grande pour ce sujet depuis quelques années. Toutefois, les questions de base doivent être clarifiées régulièrement. Tu as fait par exemple une présentation sur la double invisibilité des femmes dans ce milieu et souligné le fait que les femmes sont toujours considérées comme « copine de », puis l'auditoire fait signe de la tête, et peu après tu fais un workshop avec ces gens, et ce qui est intéressant c'est que ces images sont tellement puissantes qu'elles sont difficiles à endiguer. « C'est la copine de »

Pourquoi le stéréotype de sexe traditionnel est-il si important justement dans l'extrême-droite ? Mot-clé « communauté des peuples ».

D'un côté, la construction d'une « communauté des peuples » est très importan-

te pour la délimitation des autres. Il y a un danger de l'inconnu continuellement suggéré. Ce qui maintient la « communauté des peuples » à l'intérieur c'est les constructions des sexes. Celles-là sont absolument identitaires et biologiques. Le concept se réfère beaucoup au concept de la « communauté des peuples » national-socialiste. Dès qu'on met ce concept en cause, surtout ce qui y est identitaire, tout le concept chavire. Si on admettait des chevauchements au-delà de l'ouverture et des concepts de féminité qui existent tout à fait dans ce milieu, par exemple quelque chose comme l'androgynéité, on ne pourrait pas maintenir les devoirs et les cohérences. La sexualité lesbienne n'a donc pas de place dans cette idéologie non plus. Pour établir la « communauté des peuples » il faut des « vrais hommes » et des « vraies femmes ». L'idée de l'ennemi « Gender-mainstreaming » s'ensuit de cela.

Qu'elle est votre définition de l'extrémisme de droite. Est-elle liée à la clause sur « l'extrémisme » ou bien à d'autres terminologies comme « radicalisme de droite » ?

On refuse la clause « d'extrémisme » – surtout à cause de la proximité terminologique de l'extrémisme de droite et « l'extrémisme de gauche » – et on reste confrontées au dilemme qu'il y a le mot extrémisme dans le



© Antifa Koordination Lübeck

groupe nominal « extrémisme de droite ». Quand j'ai commencé à travailler dans ce domaine, personne ne parlait de l'extrémisme de droite, parce que « ça n'existait pas ». Ça veut dire qu'il était nécessaire de le faire remarquer et de le nommer. Mais il faut aussi différencier. Par exemple, je ne définirais pas la Nouvelle Droite comme étant néonazie, c'est la raison pour laquelle j'utilise très souvent le terme « extrémisme de droite », parce que tous les deux y sont considérés. Il est moins important pour moi de m'épuiser

teurs d'enfants » ?, et là je ne vais pas parler d'avance sur les terminologies. En gros je sous-entends, ou nous sous-entendons que l'extrémisme de droite propagent des idéologie oppressive et inégalitaires: Sexisme, homophobie, racisme, antisémitisme, révisionisme historique, nationalisme et (no la) glorification du nationalisme. En dehors des terminologies, on refuse également la clause parce qu'elle complique et criminalise le travail important et nécessaire de l'antifascisme dans certains domaines.

« On refuse la clause « d'extrémisme » – surtout à cause de la proximité terminologique de l'extrémisme de droite et « l'extrémisme de gauche » »

sur certains termes que de soutenir des gens en devenant sensibles aux remarques d'extrême-droite, néonazies, antisémites et racistes, de les prendre au sérieux et de lutter à l'encontre de celles-ci. Quand je donne une formation, je n'ai souvent pas à faire avec des gens du milieu académique, mais par exemple avec des pédagogues des maternelles ou des politiciens locaux. Ils et elles veulent savoir très précisément « Qu'est-ce qu'on peut faire contre les nazis et leur campagne contre les soit-disant « profana-

Et à la fin : Qu'est-ce que tu souhaites de la relève des scientifiques critiques ?

Beaucoup d'articles, de parutions et de thèses excitantes, notamment sur des domaines peu recherchés jusqu'à présent, comme la masculinité et l'extrémisme de droite. Juliane Lang de notre réseau par exemple travaille beaucoup sur le sujet.

Merci pour l'entretien!

Groupe de recherche « Femmes et l'extrémisme de droite »

Le réseau antifasciste de recherche « Femmes et l'extrémisme de droite » existe depuis 2000. Ce rassemblement de scientifiques, pédagogues et journalistes allemandes se concentre sur la question du gender dans l'extrémisme de droite. Les collaboratrices se mobilisent aussi bien dans le contexte académique que non académique. Le réseau organise également des formations et publie ses résultats régulièrement.

Pour toute information complémentaire:
[www. ...](#)

Département Genre et l'extrémisme de droite

Le département « Genre et l'extrémisme de droite » de la fondation Amadeu Antonio rassemble des expériences théoriques et pratiques et développe des stratégies de prévention de l'extrémisme de droite qui reflète la question du gender. L'extrémisme de droite est souvent considéré comme un phénomène « masculin », et c'est la raison pour laquelle des actions racistes et dédaigneuses commises par des femmes sont souvent négligées.

Le département offre des consultations et des formations continues pour des pédagogues à partir de la maternelle jusqu'aux classes supérieures, pour des assistant-es sociaux/sociales et familiaux/familiales ainsi que pour des pédagogues, qui travaillent dans des centres jeunesse.

Pour toute information complémentaire:
www.frauen-und-rechtsextremismus.de

Journal de droite en devenir cherche mouvement -

Les Blauen Narzissen et les „identitaires“

de Service internationaliste et antifasciste de l'ASTA FU (traduit par Sarah Elipot)

En juillet de l'année dernière, les membres des Blauen Narzisse (BN), autour de Félix Menzel, ont ouvert un prétendu „Centre de la jeunesse, de l'identité et de la culture“ à Dresde. Il semblerait que ce soit une tentative du Identitäre Bewegung („mouvement identitaire“, IB) de donner une existence réelle à un groupe Facebook et de renforcer le groupuscule régional. Le Blaue Narzisse, dont les débuts remontent à 2004 à Chemnitz, a fait son apparition sous la forme d'un „journal d'école“, et devenu entre-temps une partie intégrante du milieu intellectuel de droite en Allemagne. En quête de nouvelles formes d'expression pour leurs propres positions, ils se tournent vers les Identitären. La stratégie de la Nouvelle Droite, qui consiste à établir un lifestyle de droite chez les jeunes, est tout sauf nouveau. C'est en premier lieu des lycéen-ne-s et étudiant-e-s que l'on tente de rallier à la cause. Mais commençons par le commencement:

Les débuts des Blauen Narzisse

Début 2004 est parue la première édition du „Deuxième journal de l'école de Chemnitz“, Blaue Narzisse. Peu de temps après cette publication et la protestation qu'elle a engendrée dans certains Gymnasien, sa distribution a été proscrite. La raison : ce qui s'était présenté comme étant le journal indépendant de l'école était et est toujours une tentative de diffuser certaines idéologies de droite dans les écoles. Le journal combinait habilement des textes prétendus

„inoffensifs“ avec des textes politiques. La conception du monde qu'il représentait, au premier abord, n'était pas forcément reconnaissable aux yeux de très jeunes lecteurs et lectrices. En distillant de façon ciblée des positions racistes, homophobes et nationalistes, il a tenté de gagner de l'influence auprès d'élèves qui n'avaient pas encore reçu d'éducation politique. En 2006, la Demokratische SchülerInnen- und StudentInneninitiative Chemnitz a consacré aux Blauen Narzissen une analyse approfondie. Dans cette dernière, qui se base sur des analyses de textes et des recherches, il est exposé que les auteurs du Blaue Narzisse appartiennent pour la plupart au milieu corporatiste étudiant, et que les positions soutenues étaient inspirées par une vision du monde antidémocratique et réactionnaire, sensée attiser l'Überfremdung¹ auprès des lecteurs et lectrices.

Les origines dans les corporations d'étudiants

Comme la brochure le décrit, la rédaction du Blaue Narzisse était par le passé composée principalement de membres de la Corporation pénale Théodor Körner de Chemnitz. Les auteurs réguliers des premières publications étaient: Benjamin Jahn Zschocke, Felix Menzel, Sebastian Schermaul, ainsi que Johannes Schüller, également membres de ce groupe. Menzel, aujourd'hui rédacteur en chef, fut entre-temps président de la Dachverbandes der Schülerverbindungen, le Allgemein Pen-näler Ring. Sebastian Schermaul y a été trésorier par intermittence.ⁱⁱⁱ Ce contact de Chemnitz s'était déjà fait remarquer à plusieurs pour ses positions d'extrême droite.

C'est ainsi que des randonnées en „territoire occupé tchèque“ furent organisées.^{iv} D'après des brochures, l'ancien membre du NPD et ancien rédacteur en chef de Deutschen Stimme, Jürgen Schwab a été invité à plusieurs manifestations. Celui-ci avait également écrit, entre autres, pour le forum néo-nazi Altermedia, ainsi que pour le journal Nation und Europa. De surcroît se trouvent sur la liste d'invités certains gros poissons

D'emblée, un positionnement à droite

Déjà dans la première édition du Blaue Narzissen, on pouvait lire une citation de Leo Schlageter. Celui-ci avait été célébré par les nazis comme étant „le premier soldat national-socialiste“. Plus tard aussi en RFA, les néo-nazis se réclamaient de Leo Schlageter. En 1982, dans les environs de Stuttgart, des menaces avaient été envoyées à des en-

« La CDU n'est de loin pas assez à droite pour les Blaue Narzisse. Des craintes de côtoyer de trop près le NPD? Aucunement. »

d'extrême droite comme Hans Ulrich Kopp, membre de la corporation estudiantine Burschenschaft Danubia München, auteur pour certaines revues de droite ainsi que l'ancien soixante-huitard et maître de conférences à l'Otto Suhr Institut, Bernd Rabehl. Ce dernier, depuis son rattachement public à la scène de droite, tente de dépeindre son ancien compagnon Rudi Dutschke comme un nationaliste révolutionnaire. De plus, Rabehl a fait de nombreuses apparitions sur les podiums de manifestations du NPD. Cependant, le cercle de rédacteurs-trices du BU est loin de se réduire au milieu corporatiste étudiant. Le journal, qui brigue souvent de nouvelles recrues, est présenté comme champ d'expérimentations pour de jeunes journalistes désireux d'acquérir des premières expériences en rédaction.

treprises, les exhortant à licencier leurs employé-e-s d'origine étrangère. Ces lettres de menaces portaient la signature „Groupe d'action Leo Schlageter“. L'utilisation de cette citation doit être clairement interprétée comme un aveu d'appartenance à l'extrême droite. Ne pas situer l'auteur d'une citation dans son contexte historique est caractéristique des tentatives de maquiller des propos de droite.^{vi}

L'analyse de la Demokratischen SchülerInnen- und StudentInneninitiative Chemnitz démontre par ailleurs que le journal, qui se prétend libre d'esprit et ouvert à la nouveauté culturelle, n'écrit que des critiques de livres et de musiques venus de la scène de droite, passant volontiers sous silence leur arrière-fond politique.



Homosexualité et émancipation sont pour le Blaue Narzisse l'ennemi déclaré.

On peut lire sur leurs cartes postales publicitaires:

„Hétérosexuel, normal. Diplôme de fin d'études. Heureux.“ La représentation en image de ce bonheur: la photo d'une famille, composée d'un père, d'une mère et de deux enfants.

Sous cette annonce se trouve le lien d'un article du Blaue Narzisse – de l'auteur Benjamin Jahn Zschocke, dans lequel se manifestent pêle-mêle des ressentiments à l'égard des modes de vie poly-amoureux et de la démarginalisation des questions du genre. C'est là que ce construit l'image d'un autre ennemi: les féministes, ces „Emanzen“^{vii}. La ancienne ministre déléguée aux affaires familiales conservatrice, Ursula von der Leyen, fut elle-même dernièrement l'objet de critique du Blaue Narzisse, pour avoir pris position en faveur de la reconnaissance du mariage homosexuel. Ainsi, elle portait atteinte aux „valeurs conservatrices et chrétiennes“^{viii}. Le Blaue Narzisse propose désormais des autocollants représentant le visage de la ministre, barré d'un bandeau. Sur celui-ci, en lettres capitales: „HOMO-EHE“. La CDU n'est de loin pas assez à droite pour les Blaue Narzisse. Des craintes de côtoyer de trop près le NPD? Aucunement. Le rédacteur en chef a personnellement interviewé le député du NPD Arne Schimmer, pour l'interroger au sujet de la crise des conservateurs.^{ix} Menzel est par ailleurs en charge du blog *Deutsche Opfer – Fremde Täter* (Victimes allemandes – Coupables étrangers), où est réécrit la conception de l'hostilité allemande et étaye des hypothèses qui veulent ethniciser la criminalité et pour pouvoir la désigner comme « violence des étrangers ».^x Ce site est également affilié à la maison d'édition Anatois. Aux côtés de Menzel, Götz Kubitschek (IfS) est nommé responsable.

Le Blaue Narzisse, membre d'un réseau de publication d'une Nouvelle Droite

Depuis 2006, le Blaue Narzisse ne paraît que dans sa version web. Elle fait partie d'un réseau de publication de la Nouvelle Droite. En font également partie l'hebdomadaire *Junge Freiheit*, le think-tank de l'Institut für Staatspolitik, dans la mouvance de la Nouvelle Droite, dont le siège est situé à Berlin, de même que *Sezession*, publié par *Strategie-Blatt*. S'y ajoutent différentes maisons d'édition. Felix Menzel, rédacteur en chef du Blaue Narzisse, écrit depuis pour tous les journaux cités. Il connaît intimement Kubit-

schek, de l'IfS. Un de ses opuscules est paru chez la maison d'édition Anatois, qui publie également les livres du précurseur de la Nouvelle Droite française, Alain de Benoist. En 2012, ce réseau organisa une rencontre, le *Zwischentag*, un auto-désigné congrès des médias à Berlin. Sur place, on pouvait trouver les publications précédemment citées, ainsi que le *Berliner Burschenschaft Gothia*, *der Allgemeine Pennäler Ring* et l'IfS, mais aussi la *German Defense League* le magasin *Compact*, partisan de la théorie du complot, de Jürgen Elsässer, qui loua les locaux de la FU en 2012 pour une conférence.^{xi} La parole fut donnée entre autres à Norbert Weidner, à l'époque encore en sa position de rédacteur en chef des *Burschenschaftlichen Blätter*. Quelques mois auparavant, celui-ci avait qualifié la condamnation du résistant au national-socialisme Bonhoeffer de « légalement justifiée » et l'avait qualifié de « traître à sa patrie »^{xii}. Avant que Weidner n'endosse l'uniforme de la corporation, il fut membre du *Wiking-Jugend* et du *Freiheitlichen Deutschen Arbeiterpartei* (FAP). Ces deux organisations sont aujourd'hui interdites, en raison de leurs références claires au national-socialisme.

En octobre 2013, le Blaue Narzisse, selon les déclarations des membres mêmes, prendra une nouvelle fois part au *Zwischentag*.

Désigner le racisme comme tel

Il est important, pour inscrire sur l'échiquier politique l'idéologie de nouvelle-droite – dont le Blaue Narzisse est exemplaire – de comprendre le concept d'ethnopluralisme et ceux ayant trait à la culture.

Les concepts de races motivés par des raisons biologiques sont proscrits en Allemagne depuis la libération du fascisme dans tous les partis prétendus du « centre ». La discrimination raciale, cependant, s'est poursuivie, sous une forme modernisée. La Nouvelle Droite, qui cherche en la matière des points de rattachement, évite toute référence manifeste à une idéologie raciale classique. A la place, ce sont de nouvelles formes de catégorisation et de dépréciation des hommes qui sont utilisées. On s'est débarrassé du mot « race », et on l'a remplacé par « culture ». En conséquence, on plaide pour la préservation de sa propre culture. Un mot clé important : « l'Europe des patries ». On feint parler une certaine forme de tolérance, puisqu'on accorde à chaque culture la légitimité de son existence. Mais seulement là d'où elle est originaire, s'il-vous-plaît. La migration ? Peu souhaitable. Dans l'entendement

de la Nouvelle Droite, la culture européo-occidentale est tout particulièrement digne d'être protégée et son hégémonie émane de l'importance particulière de l'histoire de ses peuples. D'une part, on construit une homogénéité européenne qui n'a pas lieu d'être, et on déprécie en même temps toutes les cultures qui en sont exclues. Ce qui se revendiquait auparavant Herrenrasse – «race des maîtres» – est devenue «culture hégémonique^{xiii}». Le dénigrement des autres a lieu selon certaines caractéristiques culturelles que l'on leur impute. L'auteur Hannes Bode définit ce concept de culture ainsi : «La spécificité ici est que la culture ne se définit pas de prime abord par la langue, la constitution en société, l'éducation, la formation ou les activités intellectuelles humaines, mais est hypostasiée à une catégorie ethnique, car l'individu est par son origine une part

de pathos. Sur fond de musique dramatique, les protagonistes dépeignent leur propre rôle de victime : «Nous vivons avec 25% de chômage, la dette sociale, l'échec du multiculturalisme et une explosion du racisme contre les blancs». Dans cette vidéo, on se retourne contre «un mélange des races forcées» et on menace finalement : «Nous ne faiblirons pas, nous n'abandonnerons pas !»^{xvii xviii}

Comme signe distinctif, le groupuscule a utilisé la lettre grecque Lambda. C'est une référence historique aux 300 Spartiates, qui ont lutté contre l'invasion. Ils se perçoivent eux-mêmes comme des combattantes héroïques, qui veulent protéger l'Europe du déclin. Le mouvement des Identitaires utilisait déjà le concept d'ethnopluralisme. Le mot «racisme» doit être évité coûte que coûte. Le slogan «100% identité, 0% racis-

« Force est de constater que celui qui considère les corporations étudiantes comme de simples associations de carnaval sous-estime leur potentiel. »

d'un héritage collectif»^{xiv}. Il décrit en outre la «collectivisation forcée de l'individu» comme «élément central» du racisme, qui va de pair avec un déni de l'universalité de l'appartenance à l'humanité^{xv}. Bode se réfère là au travail d'Albert Memmi, qui définit le racisme comme : «[...]le racisme est la valorisation, généralisée et définitive, de différences réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de légitimer une agression.»^{xvi}

Quand les Narcisses Bleus découvrent les Identitaires

Durant les derniers mois, on a pu assister à un rapprochement manifeste entre le Blaue Narzisse et le mouvement dit des Identitaires. Cela peut sembler logique lorsque l'on observe les modes d'argumentation similaires. Les Identitaires, qui en comparaison apparaissent comme un phénomène récent en Allemagne, s'inspirent de la Génération Identitaire de France. Dernièrement, une vidéo Youtube expliquait la guerre à l'Europe. Dans cette vidéo, qui se voulait être une déclaration de guerre, la génération de mai 68 et le multiculturalisme sont présentés comme l'ennemi – un raisonnement qui fait écho à ce que l'on peut régulièrement trouver dans le Blaue Narzisse et qui va de pair avec le rejet de la libération sexuelle et les mouvements émancipatoires. Une identité européenne homogène est exaltée à grand renfort

me» apparaît de plus en plus. Une affirmation encore moins crédible à la simple vue de la vidéo, et qui se voit renforcée lorsque l'on observe qui se cache en Allemagne derrière ces Identitaires.

L'extrême droite allemande a depuis peu découvert le label Identitaire comme nouveauté prometteuse, par laquelle elle tente de rallier la jeunesse à sa propre cause. Les groupuscules les plus divers ont déjà manifesté leur intérêt, des néonazis les plus actifs à la Nouvelle Droite représentée par le Narcisse bleu. Ces derniers publient régulièrement depuis l'an dernier des articles sur ce thème. En décembre 2012, un numéro était déjà paru, titré «Identitaires ? Et Comment !». Sur sa boutique en ligne, on commercialise des autocollants arborant la lettre Lambda, avec l'inscription «Identitaires européens». Avec cela, des posters pour la jeunesse de droite européenne, avec l'inscription «Europe des régions, Europe des peuples !». «Au cur de l'action» reportait l'auteur du Blaue Narzisse Moritz Schellenberg lors d'une rencontre des Identitaires en mai 2013 à Berlin, en présentant le groupuscule comme mouvement de la jeunesse critique à l'égard de la société de consommation et pleine d'espoir. L'ouverture à Dresde d'un «Centre pour la jeunesse, l'identité et la culture» ne semble être qu'une tentative de mettre une infrastructure à disposition pour les rencontres de groupes et les for-

mations. Comme gamma-antifaschistischer Newsflyer für Leipzig und Umgebung en fait le compte-rendu, l'auteur des Blau Narzisse Johannes Schüller est membre d'un groupe d'Identitaires à Berlin.^{xix} En plus de cela, il y aurait aussi un autre groupe d'Identitaires à Münster, fondé par des membres de la rédaction des Blau Narzisse.^{xx} Le mouvement des Identitaires semble avoir été observé depuis longtemps par l'Institut für Staatspolitik, par le biais de la Nouvelle Droite, autour de Götz Kubitschek. Dans un courrier interne de l'Ifs à la rédaction du gamma, titré „Projet identité – Concept allemand pour un mouvement européen“, il est décrit comment composer avec ces groupuscules et les utiliser au mieux. Ce papier vit le jour peu de temps avant que Kubitschek ne participe à un congrès de la Génération identitaire à Orange, en France.^{xxi} Gamma a publié certains extraits issus de ce document écrit par Kubitschek en faveur du mouvement des Identitaires. En font partie notamment les citations suivantes :

« a) le choix du nom « identitaire », ou bien « identité » permet aux groupes dans un premier temps de renoncer aux mots « droite » ou « national », ou encore « conservateur » ;

b) les activistes ne font pas de compromis et [...] agissent toujours en groupe;

*c) les ennemis déclarés sont d'une part ceux provenant de l'extérieur (par l'immigration), mais surtout ceux de l'intérieur (l'Etat, ces menteurs de la génération soixante-huitarde, le surendettement, et le manque de perspective). »
xxii*

Résumé:

Force est de constater que celui qui considère les corporations étudiantes comme de simples associations de carnaval sous-estime leur potentiel. Menzel et sa troupe de contestataires ont laissé derrière eux les remugles de leurs journaux associatifs, comme les Burschenschaftlichen Blättern. L'image d'aujourd'hui ? Jeune et branchée. Mais le contenu reste le même. Le projet de publication des Blau Narzisse, issu de ce milieu de confréries, a désormais acquis ses lettres de noblesse dans le paysage des journaux d'extrême droite. Il est toujours tenté de rallier de nouvelles publications activistes à sa cause pour ainsi gagner en influence en dehors des marais de la scène intellectuelle d'extrême droite. On le constate de manière très claire d'après les efforts actuels pour se rapprocher du mouvement des Identitaires. Franchir le pas en ouvrant ce centre à Dresde aurait permis au mouvement des Identitaires

et aux Blau Narzisse de se professionnaliser. C'est du moins leur souhait. Ces derniers vont cependant mettre en pause leur activité pour l'année qui s'annonce, puisqu'il s'agit de se consacrer entièrement à l'ouverture du centre. De nouveaux numéros sont prévus pour la suite. Cependant, on peut douter de la capacité des Blau Narzisse à élargir leur lectorat. A l'avenir, cela dépendra largement de leur manière de faire tomber le masque sur leurs opinions : réactionnaires et racistes. Il est absolument nécessaire de garder un il sur nos propres unités de formations universitaires pour ne laisser aucune place aux idéologies de droite. Précisément les idéologues de la Nouvelle Droite, qui aime à se caractériser elle-même comme intellectuelle, ont dernièrement fait des étudiant-e-s le groupe cible de leur propagande pour se trouver de nouveaux partisans. Ils s'appuient sur le fait que ces étudiants se considèrent eux-mêmes comme l'élite à laquelle il incombe, en raison de son statut social, la tâche de l'exercice du pouvoir. A Berlin se trouve le barycentre des structures et activités de la Nouvelle Droite, grâce à la Jungen Freiheit, l'Institut für Staatspolitik, différentes confréries estudiantines, comme la corporation étudiante Gothia, mais aussi avec des manifestations comme le Zwischentag. De plus, il se pourrait qu'on ouvre un nouveau centre du mouvement des Identitaires. Afin que les universités ne deviennent pas un endroit au sein duquel les jeunes pousses du milieu de la droite intellectuelle puissent recruter, il est important d'en connaître le développement, pour qu'en séminaire, cours magistral, ou dans la rue, il soit possible de la contrer.

Conseil de lecture:

1 Demokratische SchülerInnen- und StudentInneninitiative Chemnitz: Die Blaue Narzisse – freigeistige Schülerzeitung, oder neurechtes Kampfblatt?, Chemnitz 2006.

En ligne:

2 <http://bnkampagne.ohost.de/brosch.php>

Notes de fin

3 iVgl.: Andreas Frenz: Die „Identitäre Bewegung“, In: LOTTA # 52.

4 iiVgl.: Demokratische SchülerInnen- und StudentInneninitiative Chemnitz: Die Blaue Narzisse – freigeistige Schülerzeitung, oder neurechtes Kampfblatt?, Chemnitz 2006.

5 iiiVgl.: Ebenda.

6 ivZitiert nach: Demokratische SchülerInnen- und StudentInneninitiative Chemnitz.

7 vVgl.: Ebenda.

8 viVgl.: Ebenda.

9 vii<http://www.blauenarzisse.de/index.php/anstoss/item/2949-kleine-reihe-zu-den-groesten-fehlern-der-konservativen-vii-warum-die-angst-der-konservativen-vor-dem-gender-mainstreaming-ungerechtfertigt-ist>

10 viii<http://laden.blauenarzisse.de/allgemein/verarscht-homo-ehe/>

11 ix<http://www.blauenarzisse.de/index.php/anstoss/item/2699-kleine-reihe-zu-den-groesten-fehlern-der-konservativen-iv-die-kritik-von-rechts-im-gespraech-mit-dem-mpd-landtagsabgeordneten-arne-schimmer>

12 xVgl.: <http://gamma.noblogs.org/archives/1439>

13 xi<http://www.blog.schattenbericht.de/2012/11/ein-zwischentag/>

14 xii<http://www.spiegel.de/unispiegel/studium/burschenschaftler-hetzt-gegen-nazi-widerstandskampfer-bonhoeffer-a-826757.html>

15 xiiiVgl. Demokratische SchülerInnen- und StudentInneninitiative Chemnitz.

16 xivHannes Bode: Antirassismus muss theoretisch werden, In: Antifaschistisches Infoblatt Nr.99.

17 xvEbenda.

18 xviVgl.: Albert Mimmi: Rassismus. Hamburg 1992

19 xvii<http://www.youtube.com/watch?v=hBM3Hk7wGP4>

20 xviiiVgl.: Antifaschistisches Infobüro Rhein-Main: Identitäre Bewegung erklärt den Krieg. In: monitor Nr.57.

21 xix<http://gamma.noblogs.org/archives/1458>

22 xx<http://gamma.noblogs.org/archives/1439>

23 xxi<http://gamma.noblogs.org/archives/1458>

24 xxii Zitiert nach: Ebenda.

De la politique éducative d'Alternative für Deutschland

Petite mise-au-point

Par Andreas Kemper
(traduit par Sarah Elipot)

L'Alternative für Deutschland (AfD) est désormais un parti établi. On distingue trois phases dans sa formation : entre 2003 et 2009, une opposition antiparlementaire néolibérale conservatrice s'est constituée, fruit de réseaux de professeurs d'économie néolibéraux (qui dans l'appel de Hambourg en 2005 exigeaient des coupes dans le budget en matière sociale), mais aussi de groupes de lobby élitistes et conservateurs, comme la Coalition Civile, qui réclament le retour des grandes propriétés de l'est de l'Elbe aux hobereaux. Dès 2009, Thilo Sarrazin constitua la première opposition conservatrice à la coalition CDU-FDP de Merkel, qui fut prolongée avec la protestation anti-ESM. Ces réseaux s'associèrent, et dans une troisième phase qui débute en 2012, ils firent leurs premières avancées concrètes vers la fondation d'un parti. Tout d'abord, la constitution d'une alliance électorale pour le soutien des électeurs libres mit en place une structure à l'échelle nationale, et installa l'AfD au pouvoir après les élections en Basse-Saxe en février 2013.

Mes recherches ont montré que l'AfD mise sur une forte sélection sociale. Elle revendique de suivre une certaine ligne rouge en matière de politique européenne et migratoire ; les concepts développés par ses représentants-e-s des années durant découlent au final sur une démocratie socialement sélective. La politique éducative n'y fait pas exception.

D'aucun sait que les chances de suivre des études en Allemagne dépendent largement de l'origine sociale, plus que dans les autres Etats industrialisés. Notre système éducatif différencié et subdivisé, est une structure héritée du 19ème siècle. Après la guerre, les Alliés de la commission ZOOK conseillèrent d'abandonner le système scolaire et

ses trois subdivisions pour adopter une école communautaire moderne. Les forces de la bourgeoisie conservatrice bataillèrent pour conserver ce système scolaire hérité d'une société corporative. En 2010, un référendum initié par les classes privilégiées empêcha l'introduction d'une école primaire d'une durée de six ans, veillant au maintien d'une sélection précoce. Par le passé, la volonté des parents était déjà imposée comme critère unique pour le vote d'une réforme scolaire. C'est exactement ce mélange d'orientation parentale et de sélection précoce que préconise l'AfD. Jusque 1918, le ton est donné par le régime des hobereaux de l'est de l'Elbe, et après le court intermède qu'a représenté la République de Weimar, une approche basée sur l'hérédité de l'intellect selon les races et les classes fut développée comme paradigme central. Certains théoriciens de cette approche, comme Ottmar von Verschuer et Karl Valentin Müller, restèrent influents jusque la fin des années 60, et même défendus par une partie des syndicats d'enseignants de Gymnase. Il y a peu, ce paradigme d'hérédité de l'intellect a été remis au goût du jour par la publication à des millions d'exemplaires de l'ouvrage de Thilo Sarrazin, « L'Allemagne disparaît ». Des groupes de pression qui revendiquent le retour des terres aux hobereaux de l'Est de l'Elbe, dont ils furent dépossédés sous l'influence soviétique, se sont transformés au fil du temps en un puissant mouvement qui mène campagne tambour battant. Ce mouvement à l'idéologie conservatrice qui prône une société de classes n'a pas seulement voix au chapitre quant à l'orientation de l'AfD, mais a aussi significativement contribué à la création de celui-ci. Sa politique éducative qui relève quasiment de l'ordre féodal est défendue par des syndicats d'enseignants conservateurs, comme le Deutscher Philologenverband ou le Deutscher Lehrerverband.

Le programme électoral de l'AfD est très court : en matière d'éducation, on ne trouve que des déclarations stipulant que des « standards éducatifs » uniques sont néces-

saies, que l'éducation est en premier lieu du ressort de la famille et que les parents sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants.

L'Etat n'est présent que pour apporter son soutien. Cependant, des structures d'éducation préscolaire doivent être proposées, indépendantes du contexte familiale. Dans la centaine de pages de leur argumentaire, dans le paragraphe dédié à la politique éducative, les éditeurs-trices avancent en premier lieu une citation du président du Deutschen Lehrerverband, Josef Kraus, qui a valeur de programme :

« Déterminer l'avenir des enfants dès leur plus jeune âge – ce que justement dénonçait l'UNESCO dans son étude Disadvantages in Rich Nations – est une revendication délibérée de l'AfD. »

« L'Allemagne souffre de plusieurs de ses illusions. L'illusion de l'égalitarisme, à savoir l'idéologie qui voit tous les humains, toutes les structures, valeurs et contenus comme égaux ou équivalents ; puis l'illusion de la faisabilité, qui veut que chacun soit capable de tout ; et troisièmement l'illusion que la pédagogie doit être liée au plaisir, à la facilité et à la complaisance ; quatrième, l'illusion des quotas, une présomption qui relève de l'économie planifiée, qui veut voir le plus grand nombre détenteur de l'Abitur, et finalement l'illusion de l'accélération, à savoir la vision que toujours moins d'années de scolarité peuvent mener à de jeunes gens mieux éduqués et à une augmentation spectaculaire du taux de réussite à l'Abitur. » (Josef Kraus, zit. n. Pk AfD-BW 2013: 64)

De manière concrète, ce programme signifie pour le système sélectif allemand: « Un niveau d'éducation suffisant est atteint lorsqu'un élève, selon le type d'école dans lequel il est scolarisé, a acquis les connaissances et les capacités nécessaires à la prochaine étape de sa biographie. » (ibd.: 66) On prêtera particulièrement attention à la restriction de l'assignation: « selon le type d'école dans lequel il est scolarisé », ce, en adéquation avec la prochaine étape de sa biographie, qui en est consécutive. Déterminer l'avenir des enfants dès leur plus jeune âge – ce que justement dénonçait l'UNESCO dans son étude Disadvantages in Rich Nations – est une revendication délibérée de l'AfD. Concrètement :

« L'Alternative für Deutschland prend parti pour un système scolaire différencié, composé du Gymnasium, de la Realschule, et des Hauptschule/Gemeinschaftsschule. En conséquence,

Alternative für Deutschland déterminera d'après l'observation des évolutions des écoles communautaires quels modèles pourront être conservés et quels autres non. Un décloisonnement entre les différents types d'écoles est essentiel. Concernant les chèques-formation, une allocation optimale des moyens financiers devra être assurée. »

L'attribution de chèques-formation mène à une concurrence entre les différentes écoles. Les écoles privées seront démantelées et également soumises au système de financement par les chèques-formations des parents.

A ce sujet, l'AfD souligne que l'éducation relève de la responsabilité des parents et qu'il ne saura jamais être question d'une « privatisation » de l'éducation puisque celle-ci a toujours été « une affaire intrinsèquement privée » (ibd.: 72). Cela laisse présager davantage de sélection sociale. Dans les écoles dites « à problèmes », la transmission du « contrôle de soi » et de l'« autodiscipline » seront la mesure prioritaire. L'AfD donne corps ici à la thèse transgénérationnelle de la « culture de la pauvreté » et revendique des amendes à l'encontre des parents : « Concernant les familles qui sont depuis plusieurs générations dépendantes des allocations de l'Etat Providence et ne parviennent ni par leur exemple, ni par leur engagement parental à encourager leurs enfants à de meilleurs résultats, des conséquences financières sont à envisager s'il est estimé que leur engagement parental est insuffisant. » (ibd.: 71) L'Etat ne doit intervenir seulement en cas de problème disciplinaire avec les enfants. (ibd.: 73) En clair, les mesures sociales de compensations sont rejetées car considérées comme une atteinte inadmissible au « principe de subsidiarité et à la responsabilité individuelle » des familles. Les crèches jusqu'à l'âge de trois ans devront être payantes, puisqu'elles ne poursuivent aucun but éducatif. (ibd.: 74)

Concernant sa politique d'enseignement supérieur, l'AfD écrit refuser la « progression de l'académisation », c.à.d. l'augmentation relative du nombre d'étudiants par rapport à la population. L'AfD défend donc une position typique du « des classes plutôt que la masse » et souhaite par la même occasion « dégraisser » l'appareil administra-

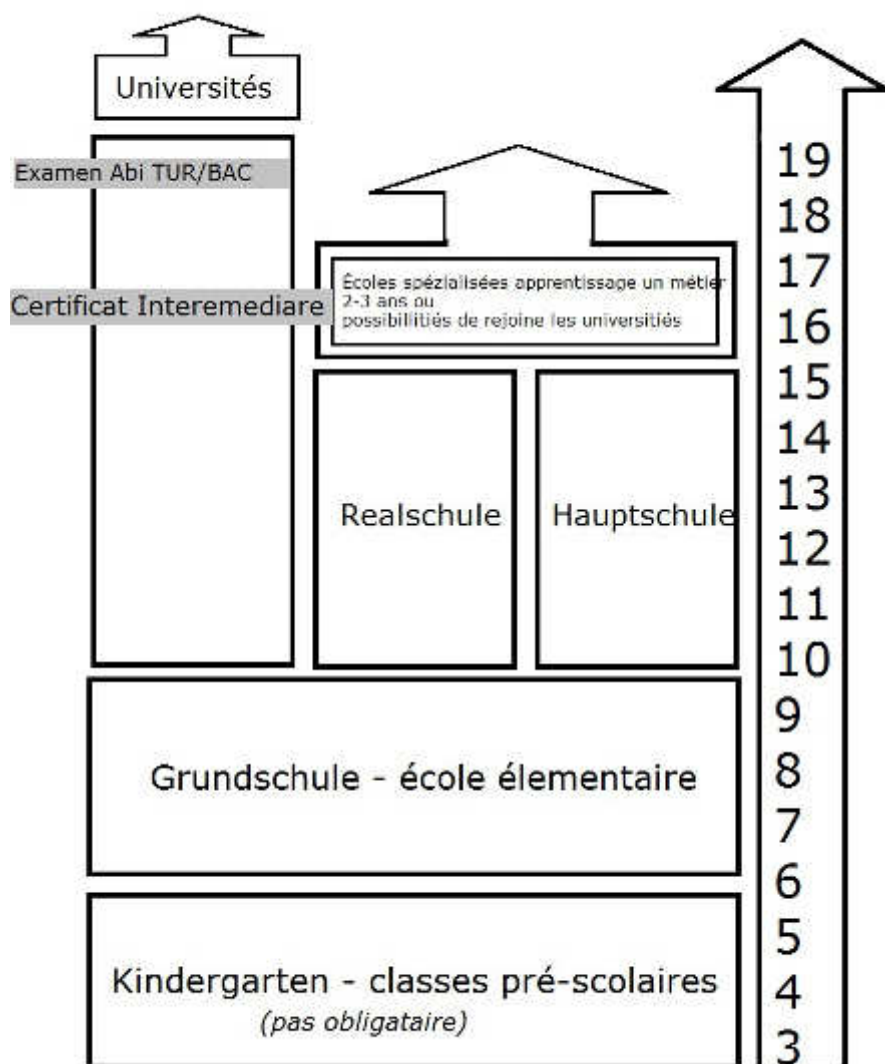
tif des universités. (ebd.: 75). Les universités auraient la possibilité de percevoir des financements supplémentaires par des frais d'inscription postérieurs. (ebd.:76). L'AfD souhaite, par le biais d'un système com-

« Après que la fille de paysans catholique a fait son temps dans son rôle de présage de malheur par les instigateurs des réformes scolaires, il a bien fallu trouver un successeur pour entretenir le mouvement. Il fut vite trouvé. Le choix

« La polémique ici réside dans la généralisation discriminante et intolérable à l'encontre des enfants de travailleurs -euses. »

pétitif entre les universités, que certaines d'entre elles progressent dans le peloton de tête à l'échelle internationale. (ebd.: 78f.) Je souhaiterais compléter ces prises de positions extraites du programme de la commission de l'AfD par d'autres déclarations consternantes de représentants dirigeants du parti. Konrad Adam, du bureau confédéral de l'AfD, dans un article intitulé « On ne redistribue pas l'éducation », déclare :

est tombé sur l'adolescent, vivant dans les grandes villes, issu d'un milieu Hartz-IV, de sexe masculin et de confession musulmane [...]. L'école, c'est pas son truc, mais il joue bien du couteau quand quelque chose ne lui plaît pas. Il est en bas de liste quand il s'agit de diplômes, mais plutôt en haut des statistiques de la criminalité : un cas laissant peu d'espoir, mais justement parce qu'il a été plusieurs fois la victime de la société dont il porte les séquelles, le bénéficiaire idéal de l'industrie allemande de l'assistanat aux hautes ambitions en matière de pédagogie. » (Adam 2011)



système scolaire allemand

Il s'agit en l'occurrence d'une généralisation discriminante à l'égard des « enfants de travailleurs » d'origine musulmane et turque. Cet extrait laisse entendre que ceux-ci seraient inadaptés à l'éducation, des cas « laissant peu d'espoir », leur prêtant un penchant pour les crimes violents. Adam calomnie au passage tous ceux du système éducatif ne partageant pas cette notion d'« inadaptation à l'éducation ». Cette argumentation se trouvait déjà résumée par un dicton qui avait été posté sur la page Facebook officielle de l'AfD, où l'on retrouve une rhétorique propre au milieu du NPD : « Oui à l'éducation classique, non à la ré-éducation multiculturelle ».

Adam n'est malheureusement pas un cas isolé. Roland Vaubel, du conseil scientifique de l'AfD et candidat en Rhénanie-Palatinat pour les élections du Bundestag, se prononce manifestement aussi contre l'accès à l'éducation supérieure des « grimpeurs des échelons du système éducatif ». Ainsi le formule-t-il dans sa contribution à l'ouvrage *Empirie versus Logik in der Wirtschaftswissenschaft* :

« Le fait que les économistes aient commencé à trouver refuge dans la logique, cependant, a une autre raison. La mobilité verticale entre les classes sociales durant le 20e siècle a

fortement augmenté, fait dont il faut sans aucun doute se réjouir. La proportion de professeurs et d'étudiants qui viennent d'un milieu modeste est maintenant beaucoup plus importante qu'au 19ème siècle. Cela vaut également pour les économistes. Qui a grandi dans un foyer peu instruit est moins susceptible d'amener avec lui de grandes compétences linguistiques et est donc désavantagé dans le domaine de la logique verbale. La logique mathématique, cependant, est moins transmise par les parents que par l'école. Par conséquent, ceux qui souhaitent grimper les échelons sociaux préfèrent la logique mathématique. Celui qui étudie l'économie politique aujourd'hui ne le fait pas seulement parce qu'il maîtrise mal l'allemand, mais aussi parce qu'il ne se sent pas capable de mener des études scientifiques. Comme ces «grimpeurs» des échelons sociaux adoptent des positions plus de «gauche» que les enfants de foyers bourgeois, on pourrait s'attendre à une orientation politique plus ancrée à gauche chez ces macro-économistes. Chez les pionniers américains de la modélisation mathématique (Paul A. Samuelson, Robert Solow, Kenneth Arrow), c'est absolument indéniable. En outre, le fait que ces logiciens raisonnent davantage d'après des constructions mentales qu'avec le monde pourrait aussi jouer un rôle. Il prend ce monde moins en considération. Chez un ordolibéral allemand, on trouvera rarement des exercices logiques.»

La polémique ici réside dans la généralisation discriminante et intolérable à l'encontre des enfants de travailleurs -euses. En conséquence, le service autonome pour les étudiants issus de familles de travailleurs, à l'AstA de l'Université de Münster, dans une lettre ouverte au professeur d'économie politique et porte-parole de l'AfD en Rhénanie du Nord-Westphalie, exige une prise de position à l'encontre des déclarations relevant de la discrimination raciale et classiale de ses collègues du parti (Fikus-Referat 2013).

Références :

- 1 Adam, Konrad (2011): Bildung lässt sich nicht umverteilen, in: Merkur, August 2011 <http://www.eurozine.com/articles/2011-08-17-adam-de.html>
- 2 Fikus-Referat (2013): Offener Brief an Alexander Dilger, URL: <http://fikus.asta.ms/offener-brief-an-alexander-dilger/>
- 3 Kemper, Andreas (2013): Rechte Euro-Rebellion. Alternative für Deutschland und Zivile Koalition e.V., Münster
- 4 Pk AfD-BW (Programmkommission der Alternative für Deutschland Baden-Württemberg) (2013): Argumentationsleitfaden zur Bundestagswahl 2013. Version 1.0, Stand 15.07.2013
- 5 Vaubel, Roland (2013): Empirie versus Logik in der Wirtschaftswissenschaft, in: Das Zeitalter von Herbert Giersch. Tübingen 2013 <http://blogs.faz.net/fazit/2013/04/02/ruinieren-die-bildungsfernen-die-okonomische-wissenschaft-1361/>

„Dur souvenir“

L'exposition „Camps russes' et travail forcé – Images et souvenirs de prisonniers de guerre soviétiques“ à la FU

Par Fabian Bennewitz
(traduit par Sarah Elipot)

L'ASTA FU et la FSI du département d'histoire en coopération avec KON-TAKTE-KOHTAKTbl e.V. ont présenté l'exposition „Camps russes et travail forcé – Images et souvenirs de prisonniers de guerre soviétiques“. L'exposition s'est tenue dans le foyer devant l'amphithéâtre 1a. L'exposition et le programme au sein duquel elle a été organisée avaient pour ambition de raviver le souvenir des prisonniers de guerre, en prenant le contrepied de la culture dominante du souvenir menée en Allemagne, ainsi que de contribuer à rendre aux „victimes oubliées“ du national-socialisme un visage et une voix.

id, d'épidémies, d'épuisement et de mauvais traitements. Les soldats de l'Armée Rouge qui survécurent aux premiers mois passés en camps de concentration furent ensuite acheminés à pied ou dans des wagons à bestiaux vers le Reich, où ils furent contraints d'effectuer des travaux forcés ; les soldates, elles, furent pour la plupart fusillées dès leur capture.

Ces innombrables décès ne furent aucunement causés par le fait que l'armée allemande ait été dépassée par le grand nombre de prisonniers, comme elle l'a invoqué sur le banc des accusés lors du procès de Nuremberg. Conséquence de la sous-nutrition et de la maladie, ils étaient un fait bien connu, qui avait même été planifié : il constituait la décimation du „sous-homme soviétique“, donc une partie intégrante du Kulturkampf et du „combat pour l'espace vital du peup-

«Les prisonniers qui ne peuvent pas travailler n'ont qu'à mourir de faim»

„Les prisonniers qui ne peuvent pas travailler n'ont qu'à mourir de faim“, expliquait Eduard Wagner, quartier-maître du commandement suprême de l'armée de terre allemande en novembre 1941 aux généraux du front de l'Est. Cette instruction cynique a constitué le fondement d'un des plus grands crimes de guerre de l'histoire. Durant les rapides progrès initiaux de la Wehrmacht lors de la guerre contre l'Union soviétique – qu'on a appelée «Opération Barbarossa» – et en particulier les grandes batailles d'encerclement de Minsk, Smolensk et Kiev, des centaines de milliers de soldats soviétiques sont faits prisonniers par l'armée allemande. On estime que sur l'ensemble des 5,7 millions de prisonniers de guerre soviétiques, seuls 40% survécurent. Plus de trois millions de personnes périrent dans les camps allemands, morts de faim, de fro-

le allemand“. Déjà en mai 1941, il était tout à fait clair pour les planificateurs de la Campagne de l'Est que pendant le temps des offensives contre l'Union Soviétique, „millions de personnes mourraient de faim“¹. L'ampleur que prit cette destruction planifiée de vies humaines est d'autant plus explicite si l'on regarde les chiffres de ces „camps russes“ dans les territoires conquis: sur les 361 000 prisonniers de guerre qui étaient encore internés en automne 1941 dans le Gouvernement général de Pologne, près de 85% étaient morts en avril 1942. En hiver 1941/42 près de 2 millions des 3,5 millions de prisonniers furent tués. Ce qu'on appelle le „Kommissarbefehl“ – „l'ordre des commissaires“ – reconnaît le statut de prisonnier de guerre à tous les commissaires de l'Armée Rouge tout en exigeant leur exécution immédiate. En pratique, tous les soldats juifs, ainsi

que les membres et fonctionnaires du parti communiste furent fusillés sur le champ. De nombreux prisonniers périrent également sous les coups des gardes: après le commandement „immédiat et impitoyable“, on fit usage des armes à feu, et chaque résistance devait être réprimée par la plus grande violence. „Le soldat bolchévique (...) a perdu son droit à être traité avec les honneurs militaires.“² Tuer un prisonnier de guerre soviétique, dans les faits, n'était jamais puni.

Le désespoir dans les camps de travail forcé et dans les longues marches vers l'ouest était sans fin. Les prisonniers affamés (leur ration quotidienne était composée de 2 pommes de terre ou de 100g de pain) grattaient l'écorce des arbres pour la manger et creusaient à mains nues des abris dans le sol gelé pour se protéger des intempéries. Les premiers camps n'étaient rien d'autre que des terrains à découvert clôturés de barbelés dans lesquels les prisonniers étaient abandonnés à leur sort.

Après la libération de 1945, le calvaire des prisonniers de guerre n'a pour autant pas pris fin. Taxés de traîtres et de déserteurs par Staline, et suspectés par tous de collaboration, les libérés étaient tout d'abord détenus dans des dits „camps de filtration“ et interrogés. Suite à cela, nombre d'entre eux furent internés plusieurs années dans des bagnes, discriminés lors de leur retour à la vie civile, et exclus de nombreux corps de métiers et de formations. C'est seulement en 1995 que les anciens prisonniers de guerre furent enfin réhabilités.

Du côté allemand, on ferma vite les yeux sur les crimes commis contre les prisonniers de guerre russes et on continua de refouler sa propre responsabilité. Le discours de l'après-guerre fut largement dominé par l'évocation des „atrocités des Russes“ concernant l'invasion de l'Allemagne nazie par ceux-ci, de la fuite et de l'expulsion des Allemands d'Europe de l'Est, ainsi que du retour de prisonniers allemands des geôles



Vue d'intérieur d'une des chambres « d'infirmerie » dans un camp de prisonniers de guerre allemand, prise par la 75^{ème} division d'infanterie de l'U. S. Army, Hemer, Allemagne. Des hommes, parfois atteints de tuberculose, étaient rassemblés ici sans aucune couverture. Sur les 22 000 hommes que comptait le camp, 9000 étaient internés à l'infirmerie. La majorité des prisonniers étaient r



Simon Zakanjan

Um sich davon zu überzeugen, dass es unter den Leichen keinen Lebendigen gab, wurden die Kriegsgefangenen gezwungen, die Leichen in einer solch groben Weise zu werfen, dass man sich unmöglich würde vorstellen können.

Portrait de Simon Zakanjan.

Il raconte avec d'autres survivants leur histoire pour l'exposition.

soviétiques. L'Allemagne s'est vue elle-même comme victime. Les crimes allemands paraissent lointains, bien qu'ils aient probablement été largement connus, notamment par le recours à des prisonniers pour faire tourner l'économie de guerre, par les 'camps russes', les fosses communes sur le territoire du Reich et les rapports des soldats depuis le front de l'Est. Au niveau officiel, les crimes de guerre contre les prisonniers et les civils en RFA ont à peine été étudiés. Avec la partition de l'Allemagne et un monde divisé en blocs, on garda le même ennemi qu'autrefois. L'Allemagne, aux

yeux du grand nombre était une victime des crimes soviétiques, et la menace semblait continuer avec l'occupation et la création de la RDA.³

Aujourd'hui encore, le gouvernement refuse de dédommager les anciens prisonniers de guerre encore en vie. Seules les civil-e-s envoyé-e-s au travail forcé ont été reconnue-s comme victimes du national-socialisme. En 2003, le tribunal administratif supérieur de Berlin-Moabit rejeta la plainte d'un ancien prisonnier de guerre arménien, invoquant le motif qu'"avoir été prisonnier de guerre ne crée aucun droit aux prestations".⁴ En juin 2013, la demande de dédommagement fut de nouveau refusée.

Il est apparu d'autant plus important de mettre, pendant quelques semaines, le destin des prisonniers soviétiques au centre de l'attention par cette exposition, destin qui a longtemps été négligé par le milieu universitaire. A l'initiative de cette exposition itinérante se trouve l'association „KONTAKTE-KOHTAKTbI“ - association pour le contact avec les anciens pays de l'Union Soviétique, qui s'est donné pour tâche de rappeler les crimes de guerre commis aux prisonniers auprès de l'opinion publique allemande. L'association a longuement lutté pour le versement de dédommagements aux survivants grâce à des pétitions. Après que l'Etat allemand ait refusé ce dédommagement, celle-ci a organisé une campagne de donations. L'exposition est basée d'une part sur des milliers de souvenirs de contemporains, qui racontent leur captivité dans des lettres à KONTAKTE-KOHTAKTbI, et d'autre part par des portraits en grand format de prisonniers de guerre survivants de Russie et d'Arménie. Les nombreuses descriptions et portraits des survivants qui en tant qu'"ennemis mortels de race inférieure" furent torturés par les nazis, rappellent aux visiteurs que derrière le chiffre de victimes anonymes se trouvent des destins individuels. Le concept de l'exposition visait à donner un visage aux millions de prisonniers de guerre sovié-

tiques.

L'exposition, appuyée par le présidium de la FU et l'institut Friedrich Meinecke, s'inscrivait dans un vaste programme-cadre. Les organisateurs-trices furent particulièrement reconnaissant-e-s de la visite de Boris Popow. L'ancien prisonnier de guerre, qui passa plusieurs années en camp de travail en Allemagne, a tenu, malgré son grand âge, à faire la longue route depuis Minsk pour participer au vernissage de l'exposition. C'est en allemand qu'il prononça un discours émouvant lors du vernissage, dans l'amphithéâtre 1A, auquel participèrent également des représentants des Ambassades de Russie, de Bi-

Pour lire plus loin

Sur le site internet de l'association, sous la rubrique « Lettres du vendredi », la correspondance des prisonniers de guerre soviétique est régulièrement publiée.

Notes de Fin:

1 Mention de l'OKW, cité par Christian Streit: Keine Kameraden, dans kontakte-kontakty e.V. (Hg.): „Je n'oublierai jamais“, lettres de prisonniers de guerres soviétiques, 2004-2006, Berlin, 2007, p.12.

2 Ebenda, p. 16.

« L'ancien prisonnier de guerre, qui passa plusieurs années en camp de travail en Allemagne, a tenu, malgré son grand âge, à faire la longue route depuis Minsk pour participer au vernissage de l'exposition. »

élorussie et d'Ukraine. Le lendemain se tint une grande discussion, au cours de laquelle Popow raconta son histoire et se consacra aux questions des étudiants. Presque chaque semaine, ont été organisées des manifestations thématiques: projection de films, lecture de lettres d'anciens prisonniers de guerre et une journée entière de workshop, au cours de laquelle étudiants et professeurs ont proposé des séminaires en commun. Les thèmes proposés étaient entre autres „apprentissage historique sur le thème des persécutions nazies“, „travail forcé et justice“, et „les femmes dans l'Armée Rouge“.

L'exposition „Camps russes et travail forcé“ s'est tenue pendant six semaines. Les réactions, recueillies dans le livre des visiteurs et sur place, montrent combien ce chapitre des crimes nazis était peu connu du grand nombre. D'une manière générale, l'exposition fut bien accueillie au sein de l'université, et considérée comme une contribution importante au fonctionnement universitaire.

Au nom des organisateurs-trices, je souhaite remercier tous ceux qui ont aidé à la réalisation de ce projet à la FU, tout particulièrement Boris Popow les membres de l'association KONTAKTE-KOHTAKTbI. Nous vous souhaitons beaucoup de force et de succès dans votre important travail!

3 Cf. Pavel Polian : Le rapatriement des prisonniers de guerre soviétiques, dans kontakte-kontakty, lettres.

4 Cf. <http://www.kontakte-kontakty.de/deutsch/ns-opfer/index.php> (01.07.2013)

PfiFF

Engagement des étudiants contre la droite : le projet pour la recherche interdisciplinaire contre le fascisme, exemple pour l'enseignement et la recherche par la base.

de FSI Geschichte
(traduit par Sarah Elipot)

Des séminaires qui se vantent d'être délibérément apolitiques, lors desquels les étudiants rabâchent ce que les enseignants leur présentent comme étant la vérité, une université semblable à une tour d'ivoire, qui ne laisse pas de place aux processus socio-historiques. Cela n'a pas toujours été comme ça. A la FU, les étudiants ont toujours essayé de concevoir l'université comme un lieu autogéré, où l'on aborde des sujets politiques sensibles, où les professeurs et les élèves discutent les yeux dans les yeux et peuvent parler de sujets gênants ou décalés sur le plan social. Ces séminaires organisés par les étudiants sont nés pendant la grande grève étudiante de 1988/89, puis ont été encouragés par l'université en tant que projets de tutorat. Le PfiFF (Projekt für Interdisziplinäre Faschismusforschung, Projet de recherche interdisciplinaire sur le fascisme), né dans le cadre de l'association interdisciplinaire (FSI) d'histoire existant à l'époque, en est un exemple.

« La recherche sur le fascisme se doit de prendre position, car elle ne peut pas se rendre complice des crimes qui ont été commis »¹

La réunification a aussi donné lieu à un nouveau débat sur la nécessité de tourner la page. Selon l'avis dominant, il n'y avait plus d'excuses, la responsabilité collective était à bannir. C'est justement dans une telle période qu'il est essentiel, pour les personnes critiques, et surtout pour les futurs scientifiques, d'agir contre cette idée.

Avec le PfiFF, le projet développé par la FU, cela devait se produire de façon particulièrement frappante. C'est dans cette perspective que furent organisées des excursions sur les lieux où ont été commis les crimes les plus atroces et les plus inhumains. Au cours

des années 1990 – 1992, cinq voyages ont été entrepris. Les lieux visités par les groupes composés de 30 étudiants maximum étaient, entre autres, les lieux commémoratifs de Neuengamme près de Hambourg, de Buchenwald ainsi que d'Auschwitz. A l'issue de ces excursions, le PfiFF publia Reader², dans lequel on pouvait non seulement trouver des informations générales sur les mémoriaux et la culture de la mémoire, mais également les impressions personnelles des étudiants ayant pris part au voyage.

« Mais les images qui subsistent reviennent invariablement, qu'on le veuille ou non »³

Pourquoi donc ? N'avons-nous pas tous vu assez de photos, lu assez de livres ou de témoignages, pour que des baraques abandonnées et des ruines puissent encore influencer sur notre rapport avec ces crimes ? Les étudiants ayant participé aux excursions se posèrent la même question. Peut-être était-ce dû au fait que, face aux méthodes de refoulement adoptées par la société, il fallait s'efforcer de confronter et de retracer ce qu'il s'était passé. C'était peut-être aussi lié aux problèmes existant dans le rapport et la communication avec la génération des coupables. Et, très certainement, à la peur et au scepticisme ressentis face à la « grande Allemagne » réunifiée, et au fait que les discussions sur ce sujet soient inexistantes. Ainsi, aujourd'hui, alors que la « nouvelle droite » a le vent en poupe, il est de plus en plus nécessaire de rester conscient des crimes commis et d'agir activement contre le refoulement qui caractérise la RFA. En effet, cette nouvelle droite, une fois ancrée de façon toujours plus visible dans la société, est délibérément défendue par cette dernière, et se manifeste clairement en scandant des paroles meurtrières ou en hurlant des slogans.

Même à Berlin, qui se situe à deux pas d'un grand nombre de ces lieux de l'horreur, s'est établie une inquiétante normalité quant à la

manière d'approcher le massacre collectif perpétré par les nazis. L'idéologie de droite n'a aucun mal à se manifester dans les esprits et la politique, même au sein des partis établis. C'est justement dans un tel environnement que la recherche sur le fascisme devrait être une discipline incontournable.

A une époque où les actes racistes sont presque monnaie courante, l'importance cruciale de la mémoire s'adresse à tous ceux qui ont été assassinés en raison de préjugés de même nature. En particulier à l'aide de l'histoire de l'antisémitisme et de la Shoah, et malgré les conditions sociales et politiques variables, on étudie la production et l'instrumentalisation de stéréotypes sur plusieurs siècles, car :

« Ce qui n'est pas assumé est voué à se répéter »³

Malheureusement, il semble que la FU voyait cela de manière différente en 1992, lorsqu'elle cessa d'aider le PfiFf sur le plan financier, le privant ainsi du fondement de ce travail extrêmement important.

*Pour une recherche interdis-
ciplinaire sur le fascisme à
l'université !
Fondez des séminaires auto-
nomes !*

*Pour plus d'informations : contactez FSI His-
toire (fsigeschichte@riseup.net) ou le centre
Apabiz*

Notes de Fin

1 Extrait de : Projekt für interdisziplinäre Fascismusforschung (Hrsg.): Buchenwald. Dokumentation einer in studentischer Eigeninitiative entstandenen Exkursion zur Mahn- Gedenkstätte Buchenwald in der DDR. Berlin. 1990. P.4.

2 Remarque : La documentation ainsi que Reader peuvent être consultés au centre d'archives Apabiz (voir page xx).

3 Extrait de : Projekt für interdisziplinäre Fascismusforschung (Hrsg.): Auschwitz. Dokumentation einer in studentischer Eigeninitiative entstandenen Exkursion zur Gedenkstätte Auschwitz im Juni 1990. Berlin. 1990. P.5.

4 Extrait de : Projekt für interdisziplinäre Fascismusforschung (Hrsg.): Neuengamme. Dokumentation einer in studentischer Eigeninitiative entstandenen Exkursion zur Gedenkstätte Neuengamme bei Hamburg. Berlin. 1992. P.2.

Fondements de la recherche antifasciste et du travail éducatif

Entretien avec le centre d'archives et de formation antifasciste (apabiz)



das Interview führte das Internationalismus- und Antifaschismusreferat des AStA FU (traduit par Sarah Elipot)

C'est au centre apabiz qu'est rassemblée à Berlin la plus grande quantité de documents accessibles au public sur les droites extrêmes. Ces sources sont indispensables à un travail de recherche fiable. Out of Dahlem a rencontré Christoph Schulze et Ulli Jentsch, deux collaborateurs d'apabiz, pour s'entretenir avec eux sur leur travail, l'histoire des archives et les problèmes du quotidien. Hallo ihr beiden. Was genau genau macht denn das apabiz?

Bonjour à vous deux. Que fait l'apabiz exactement ?

Ulli: La base de notre travail est la gestion des archives. C'est-à-dire que nous collectons, répertorions, archivons et analysons tous les documents en rapport avec les droites extrêmes, le racisme, l'antisémitisme, etc. Contrairement à de nombreuses bibliothèques ou médiathèques, nous mettons l'accent sur la collection des sources. Notre but est de rassembler et d'archiver tout ce que nous trouvons sur les droites extrêmes. Chacun peut nous rendre visite et utiliser cette documentation, que ce soit pour une activité politique personnelle, un travail de recherche ou une action médiatique. Nous sommes également soutenus dans ce domaine par le Land de Berlin.

Christoph: Nous sommes ancrés dans l'histoire des mouvements sociaux en rapport avec les droites extrêmes et le néonazisme. Ainsi, notre centre d'archives n'a pas seulement des exigences sur le plan scientifique et informatif, il joue aussi un rôle d'activiste. Nous voulons encourager et renforcer les comités d'action et de défense des

citoyens, afin d'appuyer de façon cohérente et efficace les actions visant à s'attaquer aux phénomènes en question. Nous ne sommes en aucun cas dans la neutralité. Par ailleurs, depuis 1945, nous sommes le plus grand centre d'archives spécialisé sur le thème des droites extrêmes existant sur l'ensemble du territoire et accessible au public.

Ulli: De plus, nous exerçons un travail éducatif à travers la documentation et les analyses que nous réalisons nous-mêmes. Nous nous rendons dans des écoles ou des comités d'action et de défense des citoyens, organisons des réunions le soir ainsi que des débats publics. Entre 100 et 120 réunions par an sont ainsi organisées dans toute l'Allemagne, lors desquelles on aborde des sujets actuels importants ou des thèmes fondamentaux. Nous publions aussi des articles dans nos propres médias, notre circulaire, notre site internet, et parfois dans des recueils d'essais.

Ulli, tu es ici depuis 20 ans déjà. Cela signifie-t-il que tu étais présent lors de la fondation, en 1991 ?

Ulli: La fondation des archives se situe un peu dans le flou des mouvements sociaux. Personne ne sait exactement qui a décidé de créer un tel centre, ni à quel moment. Tout a vraiment commencé à la fin des années 1980. A cette époque, à Berlin (Ouest), il existait une forte alliance contre les républicains. Ses membres se sont retrouvés à la Chambre des députés de Berlin, et cette alliance, composée de différents groupes politiques, a eu l'idée de fonder un lieu où l'on pourrait rassembler les informations disponibles sur les républicains. C'était, pour ainsi dire, le signal de départ du projet.

J'ai aussi lu quelque part que l'apabiz est né dans le centre d'archives Papiertiger.

Est-ce vrai ?

Ulli: Oui, en effet, le Papiertiger est un projet ouvert, c'est-à-dire que l'on peut venir s'y installer avec ses propres archives. C'est ce que nous avons fait, jusqu'à ce que nous en ayons marre. Il nous fallait nos propres salles. Dès que nous avons pris trop de place, nous avons quitté le Papiertiger, et maintenant, nous occupons un étage d'une usine ayant une surface de plus de 340 m², et qui est déjà rempli de documents.

Vous avez aussi reçu des collections de la FU, comme celle de Richard Stöss. De quels documents s'agit-il, et pourquoi ont-ils atterri ici ?

Ulli: Cette collection a été obtenue par le professeur Richard Stöss, à l'époque où il travaillait au „Z16“, (Zentralinstitut 6), avec les journalistes, à Lankwitz. Plus tard, elle s'est retrouvée dans le centre Otto Stammer de

vaste pour celui qui s'intéresse à l'histoire, que ce soit l'histoire des partis ou les évolutions organisationnelles et thématiques, et qui cherche des informations pour des travaux de licence ou de master.

Vous avez un très gros catalogue de conférences (ières), qui offre un grand nombre d'évènements. Qui peut s'adresser à vous, quand et pourquoi ?

Christoph: Tout le monde peut s'adresser à nous. Le travail de formation est devenu un pilier extrêmement conséquent de notre travail. Les évènements ont lieu à travers tout le pays et également à travers un éventail d'individus qui traitent le sujet. Il y a des syndicats, des alliances contre la droite, des comités d'action locaux, des groupes antifascistes, des universités et des écoles. Tout ce

« La collection est composée de documents donnant des informations sur les droites extrêmes depuis 1949. »

l'OSI (note du rédacteur : Otto-Suhr-Institut für Politikwissenschaft, Institut de sciences politiques Otto Suhr). Lorsque Richard Stöss prit sa retraite, il s'est adressé à nous pour savoir si cela nous intéressait de reprendre la collection. Au cours des années passées, nous avons toujours gardé contact avec lui, et certains d'entre nous avaient aussi suivi ses cours. La seule raison pour laquelle nous avons obtenu la collection est que M. Stöss souhaitait qu'elle soit préservée dans un seul ensemble, et qu'elle reste accessible au public. C'est pour cela que nous avons accepté ce don. A l'université, une collection aussi détaillée n'a que de rares chances de ne pas être morcelée, car l'entretien est très coûteux. La plupart des universités ne veulent pas, ou ne peuvent pas gérer cela pour une durée illimitée. La collection est née lorsque, dans les années 1980, M. Stöss a écrit, avec une équipe relativement importante, un ouvrage de référence sur l'histoire des partis, le Parteien-Handbuch (manuel des partis). Beaucoup de choses ont été rassemblées pendant cette période, concernant les plus petits partis d'extrême droite comme les plus grands, dont le NPD. La collection est composée de documents donnant des informations sur les droites extrêmes depuis 1949. C'est avec certitude l'une des collections les plus denses sur cette scène de l'Allemagne de l'Ouest jusqu'à la fin des années 1980. Il y a des choses vraiment passionnantes, qui sont très utiles pour des travaux de recherche. Il y a donc ici une offre très

que l'on peut imaginer. Nous discutons alors de manière individuelle du sujet qui est adapté, mais les gens savent déjà exactement ce dont ils ont besoin, car ils connaissent des affrontements locaux bien spécifiques, et ont besoin d'un certain savoir-faire.

Avez-vous régulièrement des étudiants viennent ici pour écrire leurs devoirs ? Et si oui, sur quels sujets travaillent-ils ?

Christoph: Cela arrive régulièrement. Il y a peut-être un tiers de la « clientèle de passage » qui est issu du milieu universitaire, un autre tiers étant constitué par la presse, et le dernier par des comités d'action qui travaillent de façon autonome. De nombreux étudiants viennent ici avec un vaste spectre d'intérêts. Nous serions très heureux si les gens commençaient à extraire les tré-



La bibliothèque de l'apabiz propose une documentation riche et complète.

© <http://www.dftlb.de>

sors enfouis des années 1950 et 1960. Toutefois, la plupart du temps, l'intérêt n'est pas porté sur le plan historique, mais plutôt sur le plan socio-politique ou sociologique d'événements plus récents. Il s'agit souvent du domaine du néonazisme. Nous avons aussi un nombre relativement important de personnes qui souhaitent travailler sur la dimension homme-femme dans les droites extrêmes. C'est en quelque sorte devenu un aspect du profil de l'apabiz, dans lequel nous avons de l'expertise. Quelque chose d'autre te vient à l'esprit, Ulli ?

Ulli: Eh bien, le NPD est toujours un sujet qui revient, tout comme celui des « nationalistes autonomes ». Les universités n'ont plus de sources primaires en stock, pas même dans le spectre qui relève de la politique des partis des droites extrêmes. Les achats de publications spéciales comme la Deutsche Stimme ou le Criticón, que l'on trouvait au-

paravant à l'université, sont plus difficiles aujourd'hui. C'est pourquoi des étudiants viennent spécialement d'autres villes universitaires jusque chez nous, pour feuilleter les sources papier et les exploiter pour leurs travaux. Nous remarquons, au fil des conversations, que les gens ne savent pas, en dehors d'ici, où ils peuvent se procurer ces documents. Cela s'est aussi produit chez certains professeurs, qui ont alors envoyé leurs étudiants vers nous. La recherche de sources primaires complète tout simplement l'image que l'on se fait des droites extrêmes. Nous regardons aussi dans quelles universités ont lieu des cours ou des séminaires sur ce sujet. Nous nous sommes aussi rendus dans des universités pour nous présenter, nous et notre travail. En conséquence, nous sommes en partie devenus une sorte de service bénévole de la recherche universitaire, et nous sommes d'avis que c'est important. Ces documents appartiennent à la recherche.

Christoph: Il y a aussi des différences d'intensité. Il y a parfois des gens qui arrivent en disant : « Deutsche Stimme, édition 4, 2010, page 18 - Vous avez ça ? » Et d'autres qui viennent de Hambourg pour passer trois mois à Berlin afin d'écrire leur travail de fin d'études ici. C'est un éventail très large.

Contre quelles difficultés quotidiennes devez-vous lutter dans un projet qui s'intéresse de très près aux droites extrêmes ?

Christoph: Nous avons des difficultés à différents niveaux. Le fait qu'il y ait une réflexion offensive et engagée sur cette thématique et que le sujet soit problématisé ne plaît pas à tout le monde dans l'éventail politique. Nous rencontrons parfois des réserves. Bien sûr, il y a toujours le problème de la prospection. On ne trouve pas toute la documentation au kiosque du coin. La prospection des matériaux constitue un problème pratique. Un problème toujours plus important et toujours plus présent concerne bien sûr les questions de l'équipement et des financements. On se partage cela avec d'autres initiatives bénévoles. Notre



Les petits ruisseaux font les grandes rivières. En plus du soutien de l'État, l'apabiz dépend aussi des dons. Pour savoir comment les soutenir, plus d'infos sur leur site internet.

© <http://www.dietlb.de>

travail est important, et nous pensons qu'il doit être poursuivi de façon continue, indépendamment des conjonctures politiques. Il n'y a pas de budget dont on est sûr de pouvoir disposer. Faire un projet, obtenir quelques subventions pour le réaliser, cela fonctionne assez bien. Mais c'est vraiment difficile d'obtenir des financements pour le fonctionnement même de l'entreprise, sur laquelle tout se base. C'est un combat constant et quotidien.

Il y a ici une quantité extrêmement importante d'informations et de connaissances de spécialistes à traiter, afin que le public puisse en profiter. Pour le projet Rechtes Land, vous avez une toute nouvelle approche. Quelles en sont les conséquences ?

Christoph: Rechtes Land est une expérience que nous avons entreprise pour voir si l'on peut essayer, à l'heure actuelle, de relier des informations sur internet, afin qu'elles ne soient pas seulement utiles pour nous, mais qu'elles puissent également être consultées de façon externe. On aime le papier poussiéreux, mais on sait aussi qu'il y a plus que ça. Il s'agit ici d'une technique de cartes en ligne, que nous alimentons en informations variées grâce à l'aide de nos partenaires. Ces informations sont par exemple un recueil de données sur les défilés néonazis, une liste des victimes de la violence extrémiste, ou encore les réponses aux questions suivantes : qui, quand, où, et que s'est-il passé. Ces informations sont rassemblées dans une banque de données, puis elles sont traitées sur le plan graphique grâce à ce programme. Nous essayons ainsi de créer une base de données aussi détaillée que possible. Nous sommes impatients de voir jusqu'où cela peut aller.

Vous avez également une collection de livres pour enfants et de livres pour la jeunesse, que vous souhaitez éventuellement prêter à des écoles. Celles-ci utilisent-elles ces livres ?

Ulli: C'est une idée que nous caressons depuis longtemps. Nous avons pu constituer cette collection grâce à un programme d'aide par intermittence, qui nous a permis d'engager deux personnes pour réaliser cette tâche. Il est très intéressant de voir que les ouvrages abordant ces thématiques et qui sont destinés aux enfants et aux jeunes sont très particuliers. Bien sûr, il ne s'agit pas d'expliquer le national-socialisme à des enfants de cinq ans, il est plutôt question d'aborder des formes de discrimination en rapport avec le racisme ou l'antisémitisme. L'idée était de relier cela plus étroitement avec les travaux des gens qui souhaitent les trouver dans des écoles. Ça n'a pas fonc-

tionné, faute de subventions supplémentaires. C'est un projet qui prend vraiment beaucoup de temps. Il faut créer des coopérations, afin de travailler directement avec les personnes dans les écoles. Malheureusement, il nous manque actuellement du personnel ayant le temps de se charger de ce travail. Mais je trouve l'idée assez bonne. Je connais aussi la situation dans les écoles. La plupart du temps, elles n'ont plus leur propre bibliothèque. La collection que nous avons est à consulter sur place, aux archives. A l'occasion, elle est utilisée à l'école par certaines personnes qui s'en inspirent pour leur propre travail pédagogique.

Christoph: Je pense que c'est aussi de la documentation tout à fait adaptée à des projets scientifiques intéressants, par exemple dans les domaines de la pédagogie ou de la littérature.

Ulli: Pour les personnes intéressées par la pédagogie : en Allemagne, il n'y a aucun organe central ni aucune bibliothèque publique rassemblant de la documentation spécifique à un tel sujet. Il n'existe pas de bibliothèque pour enfants ou pour la jeunesse sur le thème du national-socialisme. De même, il y a peu de chaires dédiées à l'extrémisme de droite, hormis celle de la FH Düsseldorf. Il est intéressant de voir que cela est rarement une priorité, même dans le domaine académique et pour les subventions.

Pour conclure: quel livre récent issu des archives pouvez-vous conseiller à nos lecteurs (trices) ?

Ulli: La dernière nouveauté que j'ai lu et que j'ai trouvé très passionnante est le livre Fantifa- Feministische Perspektiven antifaschistischer Politiken. Il y est question de la partie féministe du mouvement antifasciste, donc les femmes en général ou les groupes rassemblant femmes, lesbiennes, antifascistes. Le livre reconstitue l'histoire de ces personnes. Je trouve que tout n'est pas réussi, mais je connaissais certains aspects de par ma propre expérience, et c'était donc très intéressant de voir ce sujet à nouveau abordé, surtout par des plus jeunes qui ne l'ont pas vécu eux-mêmes, mais ont essayé de faire comprendre cette histoire. Pour ceux qui s'intéressent aux évolutions de l'organisation antifasciste et à l'histoire des mouvements féministes, c'est un livre qui vaut vraiment la peine d'être lu.

Merci pour cet entretien !

Textes, Images et Films

En plus des ressources du « Forschungsnetzwerk Frauen und Rechtsextremismus » Réseau pour la recherche Femmes et Extrême-droite et de l'apabiz (archives de presse et le centre de formation antifasciste) , plusieurs projets à la FU proposent matériel conséquent et possibilités de recherche sur le national-socialisme, la Shoah, le travail forcé ou l'extrême-droite. Pour ceux que ça intéressent, et pour tous ceux qui ne savent pas encore sur quoi portera leur Hausarbeit, voici un petit aperçu des possibilités qui s'offrent à vous.

Visual History Archive

La Visual History Archive de la Usc Fondation pour la Shoah est accessible grâce à la FU Berlin. Ce sont les plus grosses archives vidéo d'Histoire au niveau mondial, et elles rassemblent près de 52 000 entretiens vidéos des survivant-e-s et témoins de la Shoah.

En faits et chiffres

Les entretiens ont été menés dans 56 pays et dans 32 langues. Pour la plupart, il s'agit de survivants juifs, mais aussi des survivants poursuivis pour d'autres motifs : sinti et roma, homosexuel-le-s, opposants politiques, ainsi que survivants de la politique eugéniste.

Plus d'informations :

<http://www.vha.fu-berlin.de>

Archives sur le Travail Forcé

1939-1945

Les archives digitales contiennent près de 600 interviews de rescapés du travail forcé du national-socialisme.

Recherche

Les entretiens sont accessibles selon plusieurs critères de recherche : noms et prénoms, motifs de d'arrestation, lieu d'internement, type d'occupation, langue et ville d'origine.

Plus d'informations : <http://www.zwangsarbeit-archiv.de>

apabiz e.V.

L'Apabiz rassemble depuis 1991 de la documentation sur l'extrême-droite. L'association publie régulièrement analyses et travaux, dans une newsletter et sur plusieurs blogs. Pour en savoir plus, voir l'interview p.48 de ce numéro.

Les archives en chiffres :

51.514 documents d'archives
29.756 Journaux
15.506 livres
8,892 heures annuelles de travail bénévole
1,42 année de Rock de droite plus 9000 litres de café bu depuis

Heures d'ouvertures

Lundi 12.00 – 17.00H
sur rendez-vous
Mardi 12.00 – 17.00H
sur rendez-vous
Mercredi : fermé !
Jeudi : 15.00 – 19.00H
(sans rendez-vous)
Vendredi: sur rendez-vous

Plus d'informations :

www.apabiz.de

opac de l'apabiz: <http://bibliothek.apabiz.de>

Base de données du centre Otto Stammer à la FU Berlin

La base de données „littérature d'extrême-droite“ du centre Otto Stammer à l'Institut de Sciences politiques de la FU Berlin rassemble près de 4000 références de littérature et sources sur le thème extrême-droite et conservatisme.

Base de données

Les documents sont référencés selon des mots-clés, leurs titres et leurs auteurs.

Plus d'informations :

<http://www.polsoz.fu-berlin.de/polwiss/forschung/systeme/empsoz/>

<http://userpage.fu-berlin.de/~rstoess/dbstoess/suche.php>

direct sur la boîte de recherche:
<http://userpage.fu-berlin.de/~rstoess/dbstoess/suche.php>

Forschungsnetzwerk Frauen und Rechts-extremismus. Réseau pour la recherche Femmes et Extrême-droite.

Le réseau antifasciste pour la recherches Femmes et Extrême-droite rassemble depuis l'an 2000 journalistes, pédagogues et journalistes dont le thème principal de recherche porte sur les aspects spécifiques au genre dans l'extrême-droite. Les membres du réseau sont actives dans et hors contexte universitaire. Le réseau propose des formations et publie régulièrement ses résultats. Pour plus d'informations, voir p. 30 de ce numéro.

Plus d'informations : www.frauen-und-rechtsextremismus.de

Impressum

out of dahlem: Magazine de l'Asta FU Berlin, numéro 15, Semestre d'été 2014

édition: Asta de la FU Berlin, otto-von-simson-str. 23, 14195 Berlin, téléphone : (030) 839 0910, online: www.astafu.de

Rédaction: Öffentlichkeitsreferat de l'asta FU en collaboration avec le Internationalismus- und Antifaschismusreferat

kontakt: oeffref@astafu.de

Précaution de la rédaction: Les articles ne reflètent pas systématiquement les opinions de la rédaction où de certains de ses membres

Remerciements à tous les auteur-e-s, photographes et tous ceux qui ont participé à la création de ce numéro!

Mise-en-page/illustration: Medienwerkstatt de l'asta FU

impresson: asta presses

Développement: Salle média du RefRat de l'Université Humboldt

copyleft: Les articles sont ici publiés sous licence creative-commons. Ils peuvent être diffusés, à des fins non commerciales, dans leur intégralité, sans modifications et avec mention du nom de l'auteur et du copyright. Le droit d'image appartient au photographe concerné.

V.i.S.d.P: AStA-Vorsitzender



Carte à la gare U-Bahnhof Dahlem Dorf

Les Conseils de l'Asta

Si rien d'autre n'est indiqué, les différents conseils se trouvent à l' AstA-Villa, Otto-von-Simson-Str. 23. Le Rez-de-chaussée est accessible aux fauteuils roulants, et toutes les manifestations peuvent, si besoin, s'y dérouler. Les heures de permanence, à l'heure du bouclage du numéro, ne nous sont pas encore communiquées. Pour plus d'informations : www.astafu.de

Allgemeine Öffnungszeiten des AstA-Büros

Montag-Freitag 10-18 Uhr
Telefon: (030) 839091-0
Fax: (030) 8314536
info@astafu.de
www.astafu.de

Fachschaftsreferatsberatung

Telefon: 030/839091-10
fsref@astafu.de

BAFöG-Beratung

bafogberatung@astafu.de
Telefon: 030/839091-12

Beratung für

Internationale Studierende

Telefon: 030/839091-17
ris@astafu.de

Enthinderungsberatung

Telefon: 030/839091-10,
behindertenberatung@astafu.de
rollstuhlgerecht zugänglich

Datenschutzberatung

Telefon: 030/839091-0
datenschutz@astafu.de

Lesbisch/trans*-feministische

Info und Support (LIS)

Telefon: 030/839091-22
lesbitransintera@astafu.de
im FLT*I*-Raum im Dachgeschoss

Hochschulberatung

Telefon: 030/839091-10
hochschule@astafu.de

Frauen*Beratung

Telefon: 030/839091-23
frauen@astafu.de
im FLT*I*-Raum
im Dachgeschoss

Rechtsberatung

telefonische Anmeldung erforderlich!
Telefon: 030/839091-0

Schwulenberatung

Info & Support

Telefon: 030/839091-18
schwule@astafu.de

Semtixbüro

Telefon: 030/839091-40
Fax: 030/839091-41
semtibuero@astafu.de
Thielallee 36
14195 Berlin
(unter dem Capitol-Kino)

Sozialberatung

Telefon: 030/839091-12
sozialberatung@astafu.de

Medienwerkstatt, Technik- verleih und Ausleihe

Telefon: 030/839091-0
medienwerkstatt@astafu.de
eine Liste ausleihbarer Technik und Geräte
gibt es unter www.astafu.de/medienwerkstatt

